

# CREUSE-CITRON

Journal de la Creuse libertaire n° 37 – août-octobre 2013

dernier ETE avant la



CRISE de RIRE GENERALE

À l'affût du cochonnet Petits et grands projets inutiles 2-3 ; **Chômage ou esclavage** Pôle-exploi(te) ? 4-5 ; **Contrôles tous azimuts** Puçage et expulsions 6 ; **Élagueurs en folie** Contrôlons les abatteurs ! 7 ; **La gueule vert fluo** Ces mines nous minent 8-9 ; **Capitalisme à la poubelle** Rationalisation ? 10-11 ; **Mauvaises fréquentations** Manger bon 12-13 ; **Mondialisation numérique** Internet plein la tête 14-15 ; **Biomascarade** Chauffe Marcel ! 16-17 ; **Coup de gueule** Armez-vous français 18-19 ; **Mauvaises lectures** 20 ; **Revue de crise** 21 ; **Rendez-vous** 22-23 ; **La der des der** 24

9<sup>e</sup> année

PRIX LIBRE

## Inutilité publique

*Si la LGV Limoges-Poitiers a, aujourd'hui, peut-être un peu de plomb dans l'aile, ce n'est sûrement pas le cas de la démocratie locale qui se porte comme une fleur. Une fleur de banane, s'entend, quand on voit comment certains élus locaux avec à leur tête le maire socialiste de choc de Limoges, Rodet, ont essayé d'influencer l'enquête d'utilité publique sur ce projet de LGV.*

VOICI LA COPIE D'UNE LETTRE-TYPE, que le maire de Limoges a demandé à ses chefs de services de distribuer à tous les agents municipaux (quelque-uns s'y sont refusés). On croit rêver tant les arguments sont exprimés bruts de décoffrage d'une plaquette publicitaire produite par un quelconque cabinet de conseil. Même s'il n'est pas politisé, celui qui lit ça comprend de suite qu'on le prend pour un imbécile, mais peut-être signera-t-il quand même par peur de représailles de sa hiérarchie s'il ne le fait pas.

Combien d'employés municipaux ont besoin d'être en correspondance rapide avec toutes les capitales européennes où se prennent les grandes décisions et se prépare l'avenir du monde ?

ET MAINTENANT UN FRAGMENT D'UNE LETTRE DU MÊME MAIRE DE LIMOGES à l'entête de l'ADM 87 (Association des maires et élus du département de la Haute-Vienne) adressée à tous les maires du 87. Bien sûr cette lettre n'a aucunement été validée par le bureau de l'ADM87 qui n'a pas été consulté.

Si vous souhaitez soutenir le projet LGV et montrer tout l'attachement que vous lui portez, je vous invite à mettre en œuvre des démarches visant à mobiliser les habitants de votre commune et l'ensemble de vos partenaires institutionnels, durant cette période, via votre site Internet, votre magazine municipal ou par le biais de toute autre opération de communication, afin de :

- les inciter à adresser un courrier au Président de la commission d'enquête de la LGV Poitiers-Limoges (1, rue de la Préfecture, BP 87031 Limoges cedex 01),
- leur soumettre pour signature la lettre-type ci-jointe,
- les inviter à se rendre dans l'une des 33 mairies concernées\* pour déposer un avis sur le registre mis à disposition.

La démarche expliquée dans le courrier montre bien que pour Rodet il s'agit de faire une pression maximum dans le débat pour l'enquête publique, il appelle les maires à utiliser à des fins de promotion tous les moyens des communes, bulletin municipal, internet... à inciter les populations à intervenir et il propose même de distribuer aux habitants la lettre-type qu'il a fait lui-même distribuer dans sa mairie .

Nom :  
Prénom :  
Adresse :

Monsieur Le Président  
de la Commission d'enquête publique  
de la LGV Poitiers-Limoges  
1 rue de la Préfecture  
BP 87031  
87031 LIMOGES cedex 01

Monsieur le Président,

Je suis favorable à la réalisation de la LGV Poitiers-Limoges pour les raisons essentielles suivantes :

- Je veux le développement économique de ma région auquel la LGV est indispensable.
- Je veux que mes enfants et mes petits-enfants puissent grandir dans un environnement favorable qui bénéficie de moyens de déplacement performants, confortables et sûrs.
- Je crois que mon emploi pourrait être conforté et valorisé si ma région est desservie par des moyens modernes de communication comme le TGV.
- Je veux être en correspondance rapide avec toutes les capitales européennes où se prennent les grandes décisions et se prépare l'avenir du monde.
- Je suis pour que ma région s'ancre dans la modernité et qu'elle soit à égalité avec tous les territoires.
- Je refuse de rester à l'écart du progrès et du développement en étant privé de cette infrastructure ferroviaire moderne.
- Je soutiens la transversale ferroviaire européenne à grande vitesse est-ouest dont la LGV Limoges-Poitiers sera le premier maillon.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

Signature

Cela faisait suite aux 16 pages du journal *Le Populaire*, repris sur papier glacé et disponible en quantité à la Chambre de Commerce et d'Industrie, au Conseil régional, au Conseil général et à la Mairie de Limoges. Pour l'expo « Limoges 2025 » à la Bibliothèque de Limoges (BFM) c'est 2 camionnettes des 16 pages du *Popu* qui ont été livrées !

Depuis dans le journal de l'agglomération de Limoges, les 245 000 habitants ont reçu à domicile une lettre T à renvoyer au Président des Commissaires-enquêteurs pour l'enquête publique.

Toutes les enquêtes d'utilité publique que nous avons eu l'occasion de suivre concluent toujours dans le sens souhaité par le pouvoir, porteur du projet en cause, même si les études préalables et les enquêtes soulèvent des objections incontournables, qu'il s'agisse de la viabilité du projet, de son coût, de son impact social et écologique.

Les enquêtes d'utilité publique sont le pendant technique de la démocratie représentative, dans un cas on vous dit « donne moi ton suffrage et je ferai ce que je veux », dans l'autre on vous dit « donne moi ton avis, je n'en tiendrai pas compte » !

PATRICK FAURE

## Mégalomanie territoriale

PENDANT QUE LA VILLE DE GUÉRET sous la houlette de son député-maire colonise tout le nord-ouest de la Creuse pour justifier la « Communauté d'agglomération du Grand Guéret », celle d'Aubusson et son maire, tente la même OPA sur tout le sud de la Creuse, obéissants, le doigt sur la couture du pantalon, aux diktats des technocrates européens pour qui il n'y a de futur pour l'humanité qu'agglomérée autour de grandes métropoles.

Quand on suit cette logique dans des territoires ruraux ça donne que Guéret ne voulant pas se faire bouffer par Limoges ni Aubusson par Guéret, on va inventer des métropoles locales là où ça n'a aucun sens. Guéret continue à bétonner sa périphérie en construisant des zones commerciales nouvelles pour viser une « zone de chalandise » de 100 000 habitants (voir *Creuse-Citron* 36), et Aubusson prétend agglomérer 20 000 habitants.

Le problème est que ces délires ont des conséquences très concrètes.

Aubusson, par exemple, pense installer une grande surface en plein centre ville qui finira de saper le commerce local, construit un « centre aqua récréatif », (une piscine de luxe) qui coûtera au moins 10 millions d'euros, sans parler de ses frais de fonctionnement, et aussi un bouldrome. Piscine et bouldrome sont des projets financés par la communauté de communes Aubusson-Felletin, mais qui profiteront essentiellement aux Aubussonnais.

Le projet de bouldrome illustre parfaitement le fonctionnement démocratique de ces regroupements communaux : les clubs de pétanque d'Aubusson et de Felletin nécessitaient tous deux un local couvert pour la pratique de ce sport.

Le club de Felletin a obtenu la mise à disposition d'un tunnel agricole, isolé sur le dessus mais pas encore chauffé, le club d'Aubusson a obtenu un bouldrome en dur, prétendument omnisports. L'un a coûté 30 000 € financé par la mairie, l'autre va coûter plus de 345 000 €, financé à hauteur de 142 000 € par la com-com (c'est-à-dire par les impôts locaux de l'ensemble des habitants), devinez lequel.

La pétanque n'est pas un sport dont on déplace les licenciés, comme le foot par exemple, disons que c'est essentiellement un sport de proximité : avec une telle somme plusieurs équipements municipaux auraient pu être financés.

Bouliste lecteur de *Creuse-Citron*



Donnons la parole à Aymeric Delaplace, président de la Pétanque felletinoise :

*En tant que Président du Club de pétanque de Felletin, je me suis vu invité par courrier (ainsi que par téléphone par un agent de la Communauté de Communes Aubusson-Felletin ; regroupant 18 communes et 60 voix) à une réunion de cette dernière, concernant la future création d'un centre intercommunal omni-sport mais dédié à la pétanque (terrains couverts sablés et gravillonnés, hauteur de plafond à 5 mètres, 6 terrains de 12 m par 3,4 m, une salle annexe de 35 m<sup>2</sup>, pas de lieu de stockage de matériel...).*

*Nous nous sommes retrouvés devant le fait accompli qu'un projet de Bouldrome couvert allait voir le jour à Aubusson, entièrement financé par tous les citoyens des communes de la com.com !!! Ils ont réussi à faire voter un budget sans aucune discussion préalable concernant un rapprochement des autres clubs et l'ont obtenu sans savoir quels autres sports allaient pouvoir s'y implanter pour appuyer son statut de "salle omni-sport". [...]*

*Un rêve devenu possible grâce au concours de M. Vachon (adjoint aux sports, entre autres) et du Président de la com.com qui n'est autre que Michel Moine, Maire d'Aubusson, et les vice-Présidents de la com.com... Aucun d'entre nous : Présidents d'associations locales, Président d'association et délégués d'organismes départementaux, Professeurs d'EPS, élus et adjoints des communes de Felletin, Vallière, etc., n'a pu se faire comprendre dans son problème propre, en général ni lié à la pratique de son sport en particulier (Escalade, Tir à l'Arc, etc.). [...]*

*Concernant les réunions préparatoires au vote ; nous n'avons rien reçu, ni un coup de téléphone pour nous prévenir de la date et nous nous sommes vu lancer un "Les clubs ne sont pas venus..." au visage*

*de la part de la vice-présidente en charge du dossier. [...]*

*Enfin voilà, on nous a convoqués (cette fois-ci) pour nous informer qu'un tel projet dont la presque moitié du budget sera financé par nos impôts allait donner un bouldrome couvert à Aubusson !!!*

*Et bien sûr, les frais de gestion et de fonctionnement du lieu dans leur globalité seront pris en charge par l'intercommunalité !!*

Bref nous nageons en pleine démocratie locale. Il faut bien comprendre que les instances dirigeantes des communautés de communes ne sont pas des instances élues. Les représentants des communes sont simplement désignés par leurs conseils municipaux sans que la population ait un droit de regard, alors que la quasi totalité des compétences communales sont transférées à l'intercommunalité ! Il est passé le temps où certains pouvaient encore croire qu'il était possible de construire une vraie pratique démocratique à l'échelon d'une commune. Aujourd'hui les décisions sont prises par des non-élus en partenariat avec des auto-désignés experts et spécialistes.

PATRICK FAURE

### La novlangue au service du politique

Aubusson a organisé du 11 au 13 juillet « Les arts dans la rue », je ne résiste pas au plaisir de citer un extrait le la présentation qu'en fait Jérôme Bel, sa cheville ouvrière.

*« Entre télescopage d'univers et mélange des genres. autant de rencontres dont l'intense fréquence caractérise l'époque. comment ne pas se mettre à l'heure d'une intercommunalité cruciale pour nos territoires ruraux et leur patrimoine commun à cœur de ville & de village ?*

*Car c'est aussi dans un inter supplémentaire que chacun peut également « être libre » au sud de la Creuse. l'été venu : et puisque c'est dans cet « entre » des synonymes paradoxaux que sont toujours « divertir » et « distraire » qu'il existe un espace où incirer en effet cette 7ème édition d'un festival pour tous ».*

La suite est du même tonneau, bref j'y pige que pouic. Mais il faut constater, logique de la com-com oblige, que sur 19 manifestations, il y en avait quand même 2 à Felletin, et tout le reste à Aubusson !

# Au boulot, les feignants !!!

UNE ARMÉE DE PARASITES menacerait l'État-providence, on nous l'a souvent répété : les chômeurs, ces feignants qui « boivent » leurs allocs sans se donner la peine de chercher du travail ruinent la France.

Une sociologue suisse, Morgane Kuehni nous informe dans *Le Monde Diplomatique* du mois de juillet que ses compatriotes ont trouvé une remède miracle pour remettre au boulot ces glandeurs qui nous coûtent si cher !

Les offices de placement suisses, équivalent du Pôle-Emploi français appliquent une procédure anti-fainéantise : L'ASSIGNATION AU TRAVAIL qui contraint une personne inscrite à l'office de placement et bénéficiant d'allocations à suivre « une mesure active » ou programme d'emploi temporaire : des heures de boulot sans rémunération mais obligatoires.

Si le chômeur suisse ne les effectue pas ou mal (mauvaise notation des chefs), il est sanctionné et peut perdre ses indemnités. Ce n'est pas lui qui choisit son travail qui peut n'avoir aucun rapport avec sa qualification. Il n'est pas pour autant dispensé de recherche d'emploi. Celle-ci conditionne également l'obtention des allocations. Travail non gratifiant et recherche d'emploi se conjuguent donc pour exercer sur l'individu une pression constante. Il doit fournir une double preuve de son « employabilité », le travail nous dit la sociologue étant sacralisé comme support unique du lien social.

Le journal cite deux exemples :

Daniéla qui a travaillé plusieurs années dans une usine, se retrouve au chômage quand l'usine ferme. Elle a un petit garçon de deux ans et est enceinte de huit



mois quand elle rencontre la sociologue. Elle est « assignée » dans une entreprise de tri de déchets électroniques qui fonctionne uniquement avec des sans emplois. Elle passe la journée à démonter des téléphones usagés et doit se lever à l'aube pour confier son fils à sa mère. Elle n'ose pas dire que son activité met sa grossesse en danger car elle risque de perdre ses droits aux indemnités.

Claude, électricien de 50 ans, est au chômage depuis plus d'un an. Il est « assigné » dans une université où il exerce son ancienne activité mais il a l'impression que ses collègues lui réservent le sale boulot : « Ce serait plus valorisant pour moi si je recevais un salaire. Pendant que je suis ici, c'est quand même l'assurance chômage qui paie, et pourtant pour le patron qui m'emploie, je suis un ouvrier, une force supplémentaire de travail » !

Cette loi sur l'assurance chômage est entrée en vigueur début 2011. Elle a restreint les conditions d'accès à l'assurance et les indemnités, durcissement qui permet de maintenir un taux de chômage officiel bas (4,1 %).

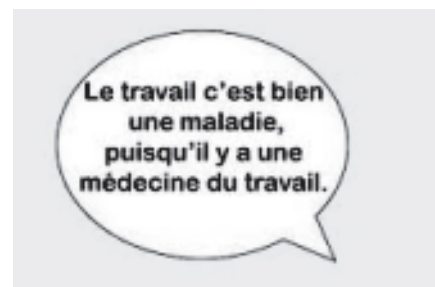
Parmi les chômeurs bénéficiaires de l'assurance chômage, 13,5 % ont été assignés à une mesure d'occupation et plus de 40 000 ont suivi un programme d'emploi temporaire.

La loi ne fixe aucune directive sur le profil des personnes ni ne définit un temps de chômage à partir duquel ces mesures doivent être imposées.

Tout individu au chômage peut, quels que soient son âge, son sexe, son niveau de formation se retrouver en situation d'assignation à partir du moment où il bénéficie d'indemnités de chômage.

Un exemple à suivre en France et vive les camps de travail !

SAGNA



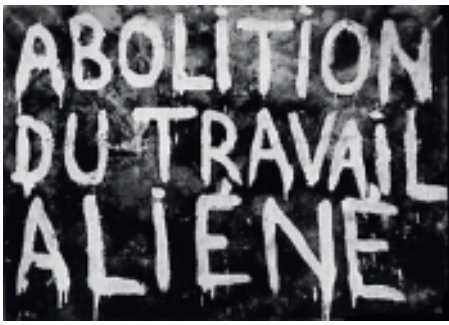
## Abonnement à *Creuse-Citron*

Les frais d'envoi postaux sont de 1,25 € par numéro. *Creuse-Citron* étant à prix libre, vous pouvez ajouter ce que vous voulez, sachant que le coût de fabrication d'un numéro est de 50 cts.

1 an (4 n°) = 5 € (frais de port) + ... (prix libre) / 2 ans (8 n°) = 10 € (frais de port) + ... (prix libre)

20 ans (80 numéros) = 100 € (frais de port) + ... (prix libre)

Indiquez le nombre de numéros que vous désirez recevoir, libellez votre chèque à l'ordre de *Citron Libre* et adressez-le à *Creuse-Citron*, BP 2, 23000 Sainte-Feyre.



## Contrat de dupe

LA LETTRE D'UNE LECTRICE DE CREUSE-CITRON, en proie à la politique d'écramage de Pôle emploi, que nous publions ci-contre, illustre parfaitement ce que détaille Sagna, à propos de la Suisse, page précédente.

Tous les moyens sont bons pour virer les demandeurs d'emplois et supprimer les allocations du type RSA. On apprend dans ce courrier qu'un simple entretien téléphonique peut être considéré comme un contrat signé !

Jeanne s'est vue plusieurs fois rétorquer par des agents du P.E. ou du Conseil général : « Vous ne croyez quand même pas qu'on va vous verser des allocs jusqu'à la retraite ? », sous-entendu la société ne va pas continuer à nourrir des feignants.

L'entretien, prévu en juillet, a eu lieu. Jeanne y était accompagnée par un syndicaliste de la CNT pour la soutenir et servir de témoin. Le ton de l'entretien était assez dur et agressif, Jeanne n'a pas eu de suspension du RSA et a été obligée d'accepter un entretien dans une autre boîte de réinsertion, loin de son domicile.

Un comité d'aide aux Érésistes doit se créer dans le Cantal pour accompagner les gens dans ce type d'entretien et les aider à résister au chantage au travail forcé qu'on leur fait.

Le STO (Service du travail obligatoire) de sinistre mémoire refait partout surface en Europe.

Salut !

*Je vais vous conter une petite histoire moderne. J'ai 56 ans. Je suis au Rsa (j'ai pas de boulot dans mon coin du Cantal, ou si peu). Bref depuis 3 ans, rien. En mai m'arrive une bafouille du Conseil général du Cantal me disant de me mettre en relation avec Pôle-emploi... Au bout d'un certain temps (mails...) un mec M. « X. » me rappelle (« Ah ! Enfin je vous ai au téléphone » : préambule de politesse) et me pose une série de questions, après m'avoir signifié que non il ne pouvait pas me recevoir à Mauriac, que non il ne pouvait pas me prendre en visiophonie pour une entrevue mais qu'on le ferait par téléphone. C'était déjà arrivé, soit ! Entre autres, il me demande si j'accepte d'aller voir dans ce genre de boîte de réinsertion subventionnée (État, Europe et plus si affinités) où l'esclavagisme s'abat sur des gens qui n'ont pas le choix. Je connais ce système, j'y ai déjà bossé dans la Drôme.*

*Bref, au bout d'un temps plutôt long, où je me laisse aller à dire ce que j'en pense, il me dit : « Alors, vous acceptez d'y aller ? » Je réponds « Oui » (aller voir). Il me file le RV. S'ensuit une discussion oiseuse sur mes CV (« J'les ai, j'les ai pas... ») et enfin aimable (« bonsoir ») il raccroche.*

*La suite ? (avouez que c'est palpitant). Je vais au rencard le lendemain (c'était urgent... 5 personnes venaient de quitter la boîte de réinsertion REAGIR à Riom es Montagnes).*

*Je visite, je discute, je me révolte de ce que je vois, je dis, en gros, « c'est pas pour moi ». On me dit d'aller à l'ATEMR, j'y go, je prends RV, on m'inscrit (plus tard). Je ne refuse pas le travail.*

*Eh bien ! Savez-vous que :*

*- je reçois une lettre du Conseil général signée Mme « Y » se proposant de me suspendre « tout ou partie » du Rsa au titre que « je ne respecte pas les dispositions contenues dans le Projet Personnalisé d'Accès à l'Emploi » (PPAE) \**

*Quoi ? C'est quoi ça ? Le dernier PPAE que j'ai signé a plus de 6 mois. C'était avec une autre employée P.E. Et les accords correspondaient à des critères précis.*

*- en répondant « oui » à une ou deux propositions de M. Pôle-Emploi, j'ai signé ! (dixit Mme « Y »). Et c'est paraît-il légal !!*

*J'ai contacté des gens de syndicats (CGT) qui n'en savent rien, me renvoient à d'autres... J'ai RV en juillet devant le fameux « Conseil ». Je peux me faire accompagner, mais par qui ?*

*Pouvez-vous m'aider ? Il paraît qu'on est « quelques millions » m'a dit l'AS en souriant.*

*Fraternité*

*Jeanne*

*\* Décision prise par une équipe pluridisciplinaire dont l'assistante sociale qui me « suit » sur le secteur.*



**Soyez modernes : suivez une formation de délateur social.**



# Y'en a pas un sur cent et pourtant ils existent...



*Des personnes d'horizons divers réfléchissent depuis plusieurs années à ce que signifie pucer des animaux, c'est-à-dire les identifier avec une puce électronique, et comment s'y opposer.*

CES PERSONNES QUI NE SE SATISFONT pas des arguments rabâchés (« ce n'est qu'une identification de plus ») ont montré récemment leur solidarité à des éleveurs, soumis aux contrôles concernant le

puçage de leurs bêtes, qui refusent de le pucer et qui risquent, en ne se soumettant pas à cette obligation, de perdre les subventions agricoles qui leur sont absolument nécessaires, aujourd'hui, pour vivre et continuer leur activité. Comme dans la plupart des activités de nos jours, le travail des éleveurs est de plus en plus contrôlé et normalisé au détriment de leur liberté et leur autonomie.

Deux éleveurs du Tarn ont ainsi été contrôlés fin avril dernier par l'administration sur l'identification de leurs brebis et leurs vaches. Ils ont signé en décembre la déclaration de Montferrier dans le cadre de la campagne contre le puçage électronique des animaux d'élevage. De fait, le collectif « Faut pas pucer » a lancé un appel à soutien suite au premier contrôle et lors du second contrôle fin mai 2013, alors même que l'administration, jouant de l'intimidation, leur avait intimé fermement l'ordre de ne pas être accompagné de plus d'une personne de leur choix durant le contrôle, c'est 80 personnes qui sont venues ce jour-là soutenir les éleveurs. D'autres personnes ont manifesté leur soutien en envoyant un courrier aux instances administratives chargées des contrôles.

De même en Ariège, courant mai 2013, trois éleveuses refusant le puçage de leurs bêtes, ont subi un contrôle sur l'identification de leurs animaux, les registres sanitaires, la pharmacie et un contrôle d'anabolisants sur les vaches. 70 personnes, prévenues la veille, étaient présentes ce jour-là dans la cour de la ferme et le contrôle se passa plutôt bien pour les éleveuses.

« À nos yeux, le fait que les contrôles soient affrontés en groupe est un moyen privilégié de poursuivre cette lutte. Ainsi les réfractaires se sentent plus légitimes et plus forts dans des moments où il leur faut assumer leur hostilité au puçage face à l'autorité ; et tous ceux qui se sentent leurs complices, à travers par exemple la déclaration de Montferrier, ont l'occasion de concrétiser leur solidarité.

La déclaration de Montferrier a jusqu'ici recueilli 40 signatures d'éleveurs /euses, de 10 départements différents. Environ 200 personnes, à notre connaissance, l'ont signée en tant que complices, et elle continue de circuler. » (Déclaration du groupe « Faut pas pucer (même dans les ordis) ».)

ARMELLE

Contact : Le Batz, 81140 Saint-Michel-de-Vax ou [fautpaspuce@laposte.net](mailto:fautpaspuce@laposte.net)

## Bussière-Boffy, voyage en Absurdie !



LE JUGEMENT EN APPEL A CONDAMNÉ le 14 juin 2013 les yourtes de Bussière-Boffy au démontage sous trois mois, jugement assorti d'une amende de 500 euros et de 75 euros d'astreinte par jour passé ce délai (ce qui constitue, pour l'occasion, un loyer de 2 250 euros par mois à percevoir par l'État en cas de maintien sur les lieux : les yourtes c'est pas pour les pauvres !).

Après le jugement de décembre 2013, qui les relaxait des infractions au Code de l'urbanisme ou du tourisme, la Cour d'appel consacre ici la présence du Code de l'urbanisme sur les droits fondamentaux en s'appuyant sur une jurisprudence de 2012 et une réponse ministérielle d'avril 2013 à une question parlementaire

►►



## Collectif des arbres de bords de routes

*La CABR s'est constitué au début du printemps 2013 suite aux travaux d'abattage et « d'élagage » effectués par les UTT (unités techniques territoriales) sur les routes départementales de Creuse sans conscience professionnelle ni respect dû au milieu naturel. Non pas que ces défauts de conscience fussent nouveaux, mais le Conseil général s'est depuis peu doté d'engins (dont le lamier) qui mettent le massacre à portée de tous.*

LA VIOLENCE portée au paysage et à la nature fit monter au créneau nombre d'associations, de particuliers et de professionnels du milieu naturel et du paysage. Une première réunion, tenue à Ahun, fut l'ébauche du Cabr. (Voir *Creuse-Citron*, 36).

Une entrevue avec le président du Conseil général, M. Lozach, et les agents responsables des UTT et de la sécurité

des routes permit au collectif d'exprimer ses doléances quant au respect des arbres, des haies, du paysage et du milieu naturel le long des routes départementales. Le collectif proposa que les UTT prévoient, avant chaque intervention annuelle (300 km de routes chaque fois)

une expertise des arbres remarquables, de la faune et du paysage, ainsi qu'une formation à la taille des arbres pour les 200 agents concernés. À la suite de cette réunion, il fut proposé, au sein du collectif, un groupe de travail constitué des associations et de particuliers spécialisés dans le domaine forestier, dans ceux de la taille des arbres, de la faune et du paysage.

Au mois de juin ce groupe de travail élaborera le synopsis d'un cahier des charges préalable à l'entretien du bord des routes, comme il en existe déjà dans certains départements depuis plus de 20 ans. Début juillet, une seconde réunion avec les élus et les responsables techniques permis au Cabr de proposer un certains nombre d'idées : qu'un comité de pilotage, constitué de professionnels aguerris, encadre les interventions des UTT, que soit bannie l'utilisation du lamier au profit de la taille « manuelle » (avec une tron-

çonneuse), qu'il y ait une vision à long terme de la gestion des arbres et haies des bords de routes, que les courriers adressés aux riverains aient une visée pédagogique plutôt que coercitive afin que leur choix quant au sort de leurs arbres soit guidé par l'intelligence et le cœur plutôt que par la peur d'une amende ou l'espoir d'un profit financier.

Les propositions du collectifs furent accueillies positivement par les élus de l'environnement et de l'Agenda 21 présents, mais avec nombre de bémols et de réticences par les responsables de la sécurité routière, du bitume et du UTT, arguant le manque de budget, la susceptibilité des agents de terrain, l'usure des routes provoquée par la présence d'arbres, etc.

Dès septembre les 6 UTT de Creuse reprennent le travail et le temps risque de manquer pour construire sur des bases solides une expertise avant travaux, sans compter les résistances de la pyramide bureaucratique. Il est prévu que le collectif rencontre le Conseil général à la rentrée. Espérons que la graine de conscience ait germé.

P. P. J. (PIERRE, PAUL, JACQUES)

**Prochaine réunion du collectif : le 21 août à 17 h à La Martinèche, parking du Centre Martin Nadaud, commune de Soubrebois (23250).**

» sur les yourtes de Bussière-Boffy dont l'implantation date de 2006-2007.

Les inculpés, trois familles en yourtes, et une famille hospitalière qui a prêté son terrain, ont décidé de porter l'affaire en Cour de cassation pour ne pas laisser confirmer une jurisprudence calamiteuse.

Une souscription a été lancée (sur le site de Halem) pour accompagner financièrement ce recours et soutenir les projets de défense d'habitats alternatifs.

À Bussière-Boffy, ce samedi 20 juillet 2013, le maire, J.-P. Barrière inaugurerait, entouré du gratin des officiels, la station de traitement des eaux et l'arrivée du haut débit par la fibre optique (on notait d'ailleurs la présence de l'épurateur Veolia et celle de l'agent Orange de France

Télécom !). Se souvenant de sa promesse de campagne en 2008 : « On va nettoyer ce village de tous ses marginaux et on filtrera les entrants », un collectif s'est positionné face à la mairie où avait lieu les discours avec cette banderole :

« Bussière-Boffy contre la discrimination locale et nationale, un village ouvert à tous, une terre pour l'humanité. »

Cette petite fêlure dans ce qui ressemblait à un début de campagne électorale était également accompagnée d'un tract rappelant que si la commune s'endette sur trente ans pour distribuer son eau, par l'exclusion de la carte communale, le refus de compteur d'eau à de nombreuses familles constitue une discrimination inacceptable et que cette discrimination

représente un coût conséquent pour la collectivité.

Après ce happening estival, le calendrier juridique de Bussière-Boffy se focalise sur la première décision de la cour de Cassation (vers décembre) et une audience très attendue au Tribunal administratif qui jugera sur le fond d'un troisième arrêté interdisant le camping sur la zone d'implantation des yourtes, arrêté suspendu depuis juin 2012 (mais remplacé illico par un arrêté fantôme, affiché mais non effectif).



*Boues radioactives, retirées de l'étang de la Rhode. On attend que l'eau polluée s'échappe... où ? dans le Vincou ! (Haute-Vienne, oct. 2010)*

### L'impossible procès des mines d'uranium



***Après la représentation de la pièce «L'Impossible Procès»<sup>1</sup>, sur un futur accident nucléaire en France, je vous présente ici les bases de l'impossible procès des mines d'uranium du Limousin. Car l'industrie minière – qu'elle concerne l'or, l'uranium ou les gaz de schiste – est avant tout une industrie du déchet.***

LES MINÉRAIS EXTRAITS des roches du sous-sol ne contiennent que des teneurs faibles en métaux, quelques grammes par tonne pour l'or, 1 ou 2 kg par tonne pour l'uranium. Chaque tonne de minerai traitée laisse donc derrière elle plus de 999 kg de résidus miniers, chimiquement pollués par les produits de traitement. Ici commence la bataille des mots : lorsque vous jetez une pile usagée à la poubelle, vous rejetez un «résidu»? Non, moi je rejette un déchet toxique.

Pour atteindre ce minerai, il faut aussi extraire des roches «inutiles», pas assez riches pour être traitées, «économiquement stériles»; ces stériles sont laissés sur place, à l'abandon en pleine nature. Une mine souterraine produit 1 tonne de stériles pour 1 tonne de minerai; pour les mines à ciel ouvert, exploitées dans de grandes carrières, ce sont 10 tonnes de stériles pour 1 tonne de minerai. Et c'est cette dernière forme d'exploitation qui est en vogue depuis trente ou quarante ans, car elle est moins coûteuse et – sans doute accessoirement – procure de meilleures conditions de travail aux mineurs... Rappelez-vous Zola. Mais, quand vous jetez un emballage vide, vous jetez un stérile? Non, moi je jette un déchet, souvent sale.

Pour 36 000 tonnes d'uranium produites en Limousin<sup>2</sup>, le CEA, devenu Cogéma puis Aréva, nous a laissé 40 millions de tonnes de déchets et 10 millions de tonnes de déchets toxiques, tous plus ou moins radioactifs, 1 500 fois plus de déchets que de produits! Mais c'est une histoire du passé et, d'ailleurs, Aréva vient d'ouvrir en Haute-Vienne un musée de la mine. Je suis passé devant le bâtiment – un cube de 30 mètres de côté – et je me pose une ques-

tion : comment les 50 millions de tonnes de déchets radioactifs divers vont entrer dans ce petit cube? Pour ceux qui ne sont pas bons en calcul, voici un petit indice : 50 millions de tonnes de roche, cela fait 25 millions de mètres cubes, soit l'autoroute entre Limoges et Paris sur 2 mètres de haut!

Il y a donc tout lieu de penser que ces déchets vont rester stockés sur le territoire, ici et là, au gré de la fantaisie de l'industrie minière, qui n'en manque pas. Mais à quoi ressemblent ces décharges? De grands trous – souvent les anciennes mines à ciel ouvert – à même la roche. Dans ces décharges, vous ne pourriez pas vider votre poubelle domestique, interdit, trop polluant! Car ces décharges ne sont même pas aux normes imposées pour les ordures ménagères.

De l'uranium, il y en a toujours eu en Limousin, me direz-vous. En effet, mais de l'uranium enfoui sous terre, à des dizaines de mètres de profondeur et sous forme de roche compacte, peu altérée par les eaux. L'uranium qui a été extrait, en revanche, se présente sous la forme de cailloux, concassés, remontés à la surface et ayant subi toutes sortes d'attaques acides. On ne parle donc pas tout à fait de la même chose; il y a la même différence entre l'uranium naturel et l'uranium extrait qu'entre du café en grains et du café moulu : la couleur qui sort de la cafetière n'est pas la même! Et c'est bien la «couleur» radioactive des eaux du Limousin, des ruisseaux de surface ou des cours d'eau souterrains qui sera la préoccupation majeure pour les prochains siècles.

Mais que fait la police? Je ne parle pas là des bleus qui nous guettent au bord de la route ou qui expulsent les Roms; je parle des polices de l'environnement, des

«polices vertes» pour faire moderne. Eh bien, dans le meilleur des cas, elle ne fait pas grand-chose et parfois rien. Il y a plusieurs raisons à cela. La première raison est que pour mettre en évidence des pollutions, il faut inspecter, faire du terrain. La seconde raison est que les polices «vertes» ne peuvent agir qu'en fonction de normes. Pour la radioactivité, les normes sont faites par l'État nucléaire, les établissements publics nucléaires et l'industrie nucléaire. Ainsi, la mine d'Hyverneresse à Gioux et Croze rejette 1 000 fois plus d'uranium que le milieu naturel? C'est «dans la norme», un peu comme si la vitesse était limitée à 1 000 km/h : il y aurait moins de contrevenants.

Parfois, le risque devient important ou «inacceptable». C'est alors que les services de l'État s'activent comme dans un village de Creuse menacé d'effondrement : ils traquent 3 zones, la zone rouge et son cortège d'expulsions, la zone orange où les habitants doivent faire des travaux à leurs frais et la zone verte, qui ne perd rien pour attendre. Et c'est aux habitants et aux élus locaux que l'on demande de respecter et de faire respecter le nouveau règlement. C'est cette situation qui pend au nez de nombreux villages miniers dans la région.

Enfin, il paraît que le pire n'est jamais le plus probable. Sauf dans le domaine des pollutions industrielles. En 2018, toutes ces anciennes mines seront abandonnées à l'État et aux collectivités territoriales. Quelle chance, vivement les gaz de schiste!

DOMINIQUE

1. Le 6 mai 2013 à Tulle et le 21 mai à Limoges.

2. Ces 36 000 tonnes alimenteraient nos centrales françaises actuelles durant un peu plus de deux ans...



### Pollutions radioactives autour des sites d'extraction de l'uranium : trop d'opacité, de lacunes, d'anomalies dans les recensements d'Aréva...

RASSEMBLÉES dans le Collectif Mines d'uranium, 14 associations demandent des garanties et la décontamination complète des sites aux frais du pollueur.

#### Le Collectif Mines d'uranium

Créé en août 2012, ce collectif rassemble des associations qui luttent contre les effets environnementaux et sanitaires des activités d'extraction et de traitement du minerai d'uranium en France et au Niger. En France, l'exploitation minière a pris fin en 2001 mais elle a laissé un très lourd héritage de déchets radioactifs et de contaminations environnementales. Au Niger, l'extraction de l'uranium est, au contraire, en plein développement : aux sites d'Arlit et d'Akokan, en activité depuis les années 1960, s'ajoutent désormais la mine d'Azelik et bientôt l'exploitation de l'immense gisement d'Imouraren.

Venant de différentes régions (Bretagne, Pays de Loire, Limousin, Auvergne, Bourgogne, Rhône-Alpes), des représentants de 11 des 14 associations partenaires ont fait le déplacement jusqu'en Corrèze. Le président d'*Aghir in man* n'a pas pu, cette année, quitter le Niger mais les travaux et projets de l'association ont été présentés par *Les amis d'Aghir in man*. Par ailleurs, le collectif s'est enrichi depuis 2012 de deux nouvelles associations (VPEG, de Saône-et-Loire, et SDN Trégor, des Côtes d'Armor) et une 3<sup>e</sup> (association Vites du Lot) a demandé à rejoindre le collectif.

Les 18, 19 et 20 mai 2013, le collectif Mines d'uranium s'est réuni à Auriac, en Corrèze, à l'invitation de l'association locale Adex. Ces trois journées d'échange et de travail ont permis de déterminer les **Actions prioritaires** des prochains mois :

#### PREMIER AXE : LES STÉRILES RADIOACTIFS

Ces déchets radioactifs générés par l'extraction du minerai d'uranium ont été longtemps méconnus. Ils ont été accumulés dans des verses, sans contrôle ni clôture, ou disséminés dans le domaine public, utilisés comme remblais pour la construction de routes, de plates-formes, de cours de ferme, voire même en soubassement de bâtiments ou dans des murs d'habitation ! En juillet 2009, en réaction à la diffusion du documentaire *La France contaminée*<sup>1</sup> qui

rendait compte du travail réalisé par la Criirad et les associations locales, les autorités ont publié une circulaire<sup>2</sup> obligeant Aréva à recenser, sous deux ans, les lieux de réutilisation des stériles. Près de quatre ans se sont écoulés et l'on est encore très loin du compte.

#### Recensement des sites contaminés : trop d'opacité et trop d'erreurs !

– manque de transparence : les associations doivent se battre pour obtenir communication des documents. Elles demandent un accès aux cartes brutes établies par Aréva à partir des relevés radiométriques hélicoptés, aux données d'interprétation, ainsi qu'aux résultats des mesures effectuées au sol, en complément des relevés aériens ;

– manque de fiabilité des résultats. Les vérifications effectuées sur la base des résultats disponibles révèlent des problèmes méthodologiques préoccupants, des lacunes incompréhensibles (ex. de la digue de Saint-Privat), des imprécisions inacceptables (des écarts de 200 m sur des localisations...).

#### Traitement des sites contaminés : trop peu, trop lentement !

Les associations se sont prononcées unanimement pour une décontamination complète des secteurs concernés. La période radioactive de l'uranium 238 étant de 4,5 milliards d'années, le temps ne règlera rien, bien au contraire. Les problèmes ne doivent pas être reportés sur les générations futures. Les travaux de décontamination doivent être strictement encadrés et contrôlés : trop de sites considérés comme assainis par Aréva présentent des pollutions résiduelles problématiques (ex. du site du Paradou). En application du principe pollueur payeur, les frais d'assainissement doivent être à la charge de l'industriel, en l'occurrence Aréva, tant qu'il est solvable. Il faut que les États (France et Niger) établissent des règles claires, préservant les intérêts sanitaires et environnementaux, car les associations s'épuisent dans des combats inégaux avec le pollueur.

#### DEUXIÈME AXE : LES INSTANCES

##### DE CONCERTATION ET DE DIRECTION

Les participants ont tous souligné l'impérieuse nécessité d'obtenir un minimum de garanties dans le fonctionnement des commissions locales instaurées (ou qui vont être instaurées) autour des anciens sites d'extraction ou de traitement du minerai d'uranium. Le retour d'expérience des asso-

ciations membres de CLI et autres CLIS met en lumière rétention d'information, comptes rendus biaisés, manipulations et autres dysfonctionnements. Le collectif Mines d'uranium ne veut ni chambres d'enregistrement ni commissions alibis. Associations et élus locaux doivent pouvoir intervenir dans le processus de décision. Le collectif devrait exploiter une faille dans le dispositif juridique. En effet les CLI (Commissions locales d'information) sont réservées aux Installations nucléaires de base (INB), et les CSS (Commissions de suivi de site) aux installations classées pour la protection de l'environnement mais hors activités nucléaires (cf. Code de l'environnement). Aucune de ces deux instances ne peut donc être instaurée autour des anciennes mines d'uranium ou des stockages de stériles ou de résidus d'extraction qui sont incontestablement des « activités nucléaires » mais sans être pour autant des INB. Ce vide juridique pourrait permettre la création d'une structure où les rapports de force seraient moins déséquilibrés et les règles de fonctionnement plus démocratiques.

Un cahier des charges doit être élaboré par le collectif Mines d'uranium au cours des prochaines semaines. Il servira de base aux demandes qui seront adressées au ministère de l'Environnement et à l'Autorité de sûreté nucléaire. Les autorités auront ainsi la possibilité de démontrer que leurs déclarations en faveur de la participation des parties prenantes ne se résument pas à des opérations de communication sans réel contenu.

#### • Collectif Mines d'uranium :

Arlette Maussan, tél. 04 70 59 73 50

#### • Criirad :

Bruno Chareyron et Roland Desbordes, tél. 04 75 41 82 50. <http://www.criirad.org>

• Liste des associations membres du Collectif (mai 2013).

#### Plus d'infos :

• Reportage diffusé sur France 3 Limousin : <http://limousin.france3.fr/2013/05/20/un-collectif-mine-d-uranium-se-forme-pour-connaître-les-zones-radioactives-de-la-region-254635.html>

• Compte rendu préliminaire (relevés radiométriques et réunion publique) aux réunions des 18-20 mai 2013.

1. Documentaire diffusé en février 2009 dans le cadre de l'émission Pièces à conviction.

2. Circulaire du 22 juillet 2009 sur la gestion des anciennes mines d'uranium, signée du ministre de l'Écologie et du président de l'Autorité de sûreté nucléaire, référencée DGPR/SRT/MSNR/SN/2009.132.

### Du sang neuf

*La scène, authentique, se déroule dans une PME employant une vingtaine de salariés, dans le secteur de la transformation de produits agroalimentaires, mais elle pourrait se passer exactement de la même façon ailleurs, dans un tout autre domaine d'activité...*

L'ENSEMBLE DU PERSONNEL vient d'être convoqué pour une réunion importante. Depuis quelque temps, des bruits courent, et à l'incertitude se mêle un certain fatalisme doublé d'un sentiment de résignation du type: «Nous savons bien que ce n'est pas nous qui décidons...» Après quelques formules convenues, prononcées sur un ton embarrassé, le patron dévoile enfin le secret de polichinelle.

Au terme d'une carrière rondement menée et d'une vie entièrement consacrée au travail et à l'accumulation de profits mal partagés, le bonhomme, mi-paternaliste mi-père fouettard, prend une retraite bien méritée, et annonce qu'il vient de vendre son entreprise. Il présente succinctement les repreneurs: il s'agit d'un groupe d'investisseurs qui possède déjà une dizaine de structures semblables à celle-ci. Selon lui, il a sélectionné les successeurs les plus à même d'assurer la pérennité de la société. Mais il y a fort à parier qu'il a cédé son affaire au plus offrant, l'idée que

ses salariés puissent envisager de prendre la suite en créant une SCOP ne lui a même pas effleuré l'esprit, tant il croit au pouvoir des décideurs et de l'argent roi.

Les quatre actionnaires principaux de ce mystérieux groupe ont fait le déplacement pour l'occasion. Jeunes, environ la trentaine, dynamiques et souriants, ils se présentent rapidement. Puis, percevant une inquiétude palpable chez les salariés, ils adoptent un discours rassurant, tout en restant fermes sur les objectifs visés. Pour cela, ils commencent par flatter l'assistance, en félicitant les employés pour la qualité de leur savoir-faire, le dévouement et l'implication dans le travail, et soulignent l'existence d'une véritable conscience professionnelle. Il n'y a pas à dire, les bougres savent caresser dans le sens du poil et amadouer leur petit monde. Ils rassurent encore, en affirmant que toutes les entreprises qu'ils ont rachetées se sont développées, tant en terme de chiffre d'affaires que d'effectifs; ils ne viennent pas avec l'intention de licencier le personnel. N'ayant aucun moyen de vérifier les chiffres encourageants cités par le spécialiste, les salariés se contentent d'écouter poliment. Certains, cependant, se prennent déjà à rêver d'augmentations de salaires, de treizième mois, de primes et autres avantages, qui pourraient leur tomber tout chauds entre les mains sans qu'ils aient à les réclamer ou à se battre pour les obtenir. Les nouveaux dirigeants précisent, cependant, que les récompenses seront accordées en fonction des efforts consentis, au cas par cas; une sorte de «donnant-donnant» – qui ne peut être qu'un marché de dupes, puisque conçu sur des rapports inégalitaires. Puis ils rajoutent que le développement de la société passe avant tout par une réorganisation des méthodes de production: il faut abandonner certaines pratiques artisanales – certes pas toujours bonnes –, pour aller vers un processus industriel soi-disant plus efficace et rationnel. Ils savent, par expérience, que tous ne s'adapteront pas, et qu'il y aura forcément des changements parmi le personnel. Pour rester, il faudra adopter la politique de l'entreprise. Après ces «bonnes paroles», chacun retourne à son poste, les commentaires vont bon train.

Les uns franchement inquiets prétendent avoir mangé leur pain blanc, les autres carrément enthousiastes espèrent des évolutions, mais tous ont la certitude qu'une page vient de se tourner.

Dans un premier temps, la situation ne bouge pas vraiment. Quelques améliorations sont apportées avec l'installation d'un nouveau matériel, et la mise en œuvre de meilleures pratiques en matière de respect des règles d'hygiène. Ce qui en soit n'est pas une mauvaise chose et devenait même une nécessité. Puis la gamme des produits fabriqués est restreinte, certaines recettes jugées pas assez rentables ou trop compliquées à réaliser sont abandonnées. Mais, progressivement, de façon insidieuse, sans que l'on puisse dire à quel moment exact, le système bascule, l'ambiance générale se dégrade. Le management accomplit sa mission de rationalisation et de normalisation à outrance. Tout devient une succession d'ordres à exécuter et de règles imposées sans aucune discussion. Une quantité impressionnante de fiches de suivi à remplir vient se rajouter à la charge de travail déjà conséquente. Il en résulte qu'une partie non négligeable de la production étant considérée «non conforme» doit être jetée. Ainsi, des aliments parfaitement sains, mais ne faisant pas le poids, présentant des défauts visuels ou approchant de la date limite de consommation, finissent dans la benne à ordures, alors qu'ils pourraient être bradés ou donnés à des organismes caritatifs. C'est à croire que l'on préfère engraisser les rats plutôt que de nourrir les précaires et leurs familles. À ce moment-là, certains ouvriers éprouvent le sentiment de mal faire et culpabilisent, alors que ce sont les méthodes de travail et les exigences de qualité qui ont changé.

Les rapports, déjà tendus, se durcissent encore un peu plus avec une individualisation des tâches et la mise en concurrence des uns avec les autres. Il faut de la quantité, la pression se resserre à tous les niveaux. Le travail est clairement séparé en lignes de production indépendantes et postes attirés. Si le rôle de chacun s'en retrouve mieux défini, il en ressort parfois une impression d'isolement propice à l'exacerbation des jalousies et autres



rancunes. Les disputes sont presque quotidiennes et touchent autant les bureaux que l'atelier : un jour, un intérimaire et un salarié en viennent presque aux mains ; un autre, une ouvrière surmenée quitte son poste en pleurant... Sans oublier les rappels à l'ordre destinés à calmer les « mouvements d'humeur ». Ceux qui osent se rebeller se retrouvent dans le bureau du directeur, où celui-ci leur explique poliment qu'il ne peut tolérer de tels comportements, et que, lorsque l'on a la chance d'occuper un emploi, à l'heure actuelle, on essaie de le garder, puis il termine en précisant qu'il reste ouvert au dialogue. Le contrevenant retourne ensuite à sa place, bien heureux de s'en tirer avec un simple avertissement oral.

Alors, à défaut d'élaborer un projet collectif de lutte, faute d'entente et d'existence de conscience de classe, chacun se cherche une solution. Les plus âgés espèrent patiemment la retraite. Les plus chanceux, celles et ceux qui ont l'opportunité de trouver un autre emploi, démissionnent ; en fait, il s'agit, au début, des plus diplômés, à savoir principalement le personnel administratif. Quant aux autres, ils serrent les dents et tentent de s'accommoder au mieux de leur sort. Malgré le travail ingrat et les relations souvent difficiles, ils ne manquent pas une occasion de plaisanter, tout est bon pour échapper, même l'espace d'une ou deux minutes, à l'étau qui se resserre.

Voici presque un an et demi que l'entreprise a changé de main. Aujourd'hui, il y a une nouvelle réunion. Encore une, c'est devenu une habitude, la société a attrapé la « réunionnite ». Le directeur en place depuis quelques mois, décrit la situation qui, selon lui, évolue dans le bon sens avec la mise en place d'une nouvelle organisation conforme aux attentes du groupe d'investisseurs. Il félicite une équipe pour son implication et incite les autres à suivre le bon exemple, puis reparle de récompense pour les plus méritants. Ensuite, il aborde un sujet qui préoccupe plus ou moins tout le monde. En effet, un des ouvriers ayant plus de vingt ans d'ancienneté vient de donner sa démission. À écouter le discours officiel, cela ne semble poser aucun problème ; il est tout à fait



normal de changer d'employeur, ça permet d'enrichir son expérience professionnelle et d'évoluer. Le départ de ce salarié expérimenté, polyvalent et particulièrement obéissant (pour ne pas dire plus...) n'est pas un souci, et d'ailleurs, si d'autres ne sont pas satisfaits, la porte est grande ouverte. Pour conclure, le directeur se contente de rajouter que l'entreprise a besoin de « sang neuf ». Dans les rangs, on encaisse en silence. Un esprit chagrin se dit alors qu'en guise de sang, il ne s'écoule plus dans ses veines encrassées qu'un liquide fatigué saumâtre et visqueux, un vieux jus de prolétaire dont la DLC\* arrive à expiration. Mais peu importe, suite à cet aparté, le travail reprend. Si certains se pensaient encore indispensables à la bonne marche de la boîte, les voici rassurés ; ils peuvent prendre congé ou se voir poussés vers l'extérieur, sans que cela n'entrave les rouages de cette mécanique infernale.

Cependant, quelques heures plus tard, le collègue démissionnaire se voit convoqué au bureau pour un tête-à-tête avec la direction. Après réflexion le ton a changé. Le directeur lui rappelle la dure réalité du marché de l'emploi, et le met en garde sur les conséquences en cas d'échec dans son projet. Puis il reconnaît à demi-mot que c'est ennuyeux de laisser partir un si bon élément conciliant et toujours disponible. Le propos a changé de nature, il ne s'agit plus de recruter du sang neuf, mais d'essayer de retenir les compétences et le savoir-faire. Malgré cette odieuse tentative de déstabilisation, le salarié a main-

tenu sa décision et s'en est allé se faire exploiter ailleurs, où, semble-t-il, les conditions sont encore pires.

Amputée d'un autre membre, l'entreprise démantibulée poursuit sa route en titubant dans la même direction. La réorganisation continue et ses conséquences désastreuses également. Rien ne semble en mesure d'ébranler les certitudes de ses dirigeants, ni l'épidémie de démissions (un quart des effectifs en un peu plus d'un an), ni le chiffre d'affaires en chute libre. Cet exemple de restructuration à marche forcée concerne le passage raté d'une PME de l'artisanat à l'industrie, mais on pourrait retrouver les mêmes causes produisant les mêmes effets, aussi bien dans la restructuration des grandes entreprises de l'industrie ou du commerce, que dans la réforme du service public. Partout, les nouvelles méthodes de management, mises en œuvre au nom de la sacro-sainte productivité, déshumanisent les relations professionnelles. Partout des hommes et des femmes se retrouvent isolés, cassés et broyés par un système où les lois de la finance prennent le pas sur le simple bon sens et le respect de l'autre.

Or, la dégradation des conditions d'existence dans le monde du travail est avant tout un problème global qui ne peut se résoudre seul avec des solutions individuelles, mais bien collectivement, d'abord par une prise de conscience, et ensuite par des luttes communes organisées et solidaires.

STÉPHANE

\*Date limite de consommation.



## Utopaille, un jardin-restaurant bio-écologique en Creuse

**«Utopaille», c'est le nom donné par Henry et Béatrice Nguyen à leur maison bioclimatique en paille, auto-construite, qui sert de cadre à leurs activités de jardiniers et de restaurateurs... quelque peu hors normes.**

**Pouvez-vous vous présenter et nous dire quel est votre projet sur ce lieu ?**

– Nous habitons en Creuse depuis trente-trois ans et venons de redémarrer sur un nouveau lieu, les Ribières (commune de La Celle Dunoise). Nous avons acheté ce terrain et construit le bâtiment en 2008-2009 puis, dans la foulée, créé une activité de «jardin-restaurant». Cette activité est dans le prolongement de tout ce qui a un sens pour nous : le jardin (nous avons toujours jardiné), la nature, la cuisine, une certaine qualité de vie ici. En fait nous sommes partis de ce qui nous faisait plaisir, nous défendons à travers notre projet et notre manière de vivre une certaine idée de la ruralité porteuse de sens et de nouvelles valeurs.

**C'est une activité à temps plein ?**

– Pour Henry, c'est une activité à temps plein qui comporte deux volets. Un volet production de légumes pendant la semaine, et un volet restaurant qui ne fonctionne que le week-end, en pleine saison, les vendredis et samedi soirs et le dimanche midi. Ça n'a donc rien à voir avec un restaurant classique, on est très peu ouverts, car en amont, on produit de manière très artisanale, en agriculture biologique, tout un tas de légumes et d'herbes aromatiques. Nous avons voulu associer l'alimentation, la partie restauration, directement à un jardin potager avec comme intérêt notamment la proximité, la fraîcheur, la diversité. Nous sommes autosuffisants et refusons tous les aliments traqués, traités et industriels.

Notre idée de jardin-restaurant est soutenue par une conception ouverte de la ruralité, par exemple en cultivant des légumes autres que ceux habituellement cultivés en Creuse : il faut savoir s'appuyer sur la tradition pour l'enrichir par de nouveaux apports.

**Tu dis que vous êtes autosuffisants. Est-ce que cela inclut également le restaurant ?**

– On a une période difficile en mai-juin. Contrairement à ce que les gens peuvent penser, on n'a pas de problème en hiver car on a tous les légumes d'arrière-saison, de

conservation, les légumes racines ; on a aussi moins de clients en hiver... Au printemps, c'est plus difficile : on complète auprès de maraîchers bio, mais l'autosuffisance reste un objectif. Aujourd'hui les gens ne connaissent plus les légumes d'arrière-saison et de conservation, ils sont habitués à manger des tomates en décembre, ils ne mangent plus de haricots secs, de lentilles, de pois cassés. Avec tout cela, plus les courges, les betteraves, les panais, les carottes, les navets et autres légumes racines, sans compter les légumes feuilles, les salades d'hiver, bref on a d'innombrables possibilités de cuisiner, même en hiver.

Auparavant nous faisons le jardin comme la plupart des gens, pendant la belle saison, en commençant au mois de mai, après les saints de glace. Tout se terminant en octobre. On attendait impatientement le printemps pour avoir nos premières salades, alors que maintenant, cet hiver, nous avons eu tout le temps de la salade. Chaque année on arrive à augmenter la précocité, on joue beaucoup sur la diversité, on acclimite les plants, on les protège, on a aussi une petite serre de 18 m<sup>2</sup>. Nous ne sommes pas à l'échelle des maraîchers, nous sommes jardiniers.

**Donc, vous ne commercialisez pas vos légumes ?**

– Non, nous ne produisons que pour notre propre consommation et pour le restaurant. À part quelques haricots au sel, nous n'avons pas de quoi faire des conserves, le restaurant prend tout. Et puis quand on essaye de produire toute l'année, on a moins besoin d'engranger pour l'hiver. On laisse beaucoup se ressemer les plantes qui s'acclimatent et poussent ainsi beaucoup mieux. Il n'y a pas plus simple, moins coûteux et plus efficace que ce concept de jardin biologique. Bien sûr, il faut arrêter de faire le jardin en rangs d'oignons et de traquer tout ce qui dépasse. Quand des salades montent nous les laissons fleurir et grainer pour qu'elles se ressentent. Nous connaissons des jardiniers qui n'ont jamais vu les fleurs de leurs légumes !

**J'ai vu sur votre site que vous étiez certifiés AB par Ecocert et que vous avez laissé tomber.**

– Nous sommes des militants de l'agriculture bio, mais ce qui nous intéresse c'est le bio au sens de la proximité, du naturel, du vrai. Le bio qu'on traite et emballe pour lui faire parcourir des milliers de kilomètres est très discutable. Dès l'installation, nous avons demandé la certification Ecocert, cela a duré trois ans, avec deux contrôles par an (un sur rendez-vous et un inopiné) effectués parfois par des gens qui ne connaissent rien au jardin. Il n'y avait pas de cahier des charges pour la restauration bio, il suffisait de dire que les légumes venaient d'un jardin qui, lui, était certifié.

En 2012, un projet de cahier des charges s'est profilé, ça nous a intéressés et nous avons demandé la certification Ecocert : devis, facture, paiement. Ecocert envoie chaque année une facture au printemps, on la paye et on attend les visites de contrôle. En 2012, nous aurions donc dû avoir 4 visites de contrôle, l'année se passe, aucune nouvelle, pas de rendez-vous. En octobre, mois de congé pour nous, je propose par courrier à Ecocert, puisque les visites n'ont pas eu lieu et qu'il semble difficile d'en faire 4 en novembre-décembre, de reporter tout ça en 2013 y compris le paiement effectué. Cela a déclenché un forcing pour effectuer les contrôles tout de suite. Ils ont eu une attitude vraiment dominante, ne nous ont pas répondu par courrier. Nous avons compris que même si les contrôles ne pouvaient pas se faire, le paiement étant encaissé, c'était plié pour 2012 et il faudrait repayer en 2013. Moralité : nous avons résilié le contrat qui nous liait. À la limite, si nous n'avions rien dit, comme nous avons payé, nous pouvions utiliser le label AB alors que rien n'avait été vérifié ! Dans le système économique actuel, tout se récupère et aujourd'hui, dans le bio, il y a beaucoup à méditer : 80% du bio est importé par les mêmes groupes agroalimentaires qui contribuent à la déforestation de la planète.

Maintenant nous nous sommes rapprochés de Nature et Progrès qui a créé le premier cahier des charges bio, qui a une démarche associative et participative très éloignée de la démarche commerciale d'Ecocert où tout se résume à payer pour acheter un label.

### ***N'ayant plus le label AB, comment présenter votre restaurant ?***

– Depuis trois ans nous étions référencés, sur Internet en particulier, comme «restaurant bio», concept auquel nous tenons beaucoup. Du jour au lendemain nous n'avions plus l'autorisation d'utiliser la qualification «bio»! Du coup nous avons déposé la marque «jardin-restaurant bio-écologique», qui souligne bien que pour nous la notion de bio est secondaire par rapport à la pratique écologiste, où les légumes que l'on cuisine ont été cueillis le matin, n'ont pas été emballés ni transportés.

### ***Ça n'a donc rien à voir avec les normes des restaurants bio ?***

– Non. Et nous ne le regrettons pas, car lorsque nous nous sommes penchés sur le cahier des charges des restaurants bio, nous avons tout de suite compris que ça aller coïncider. Là, nous nageons en pleine bureaucratie. Il peut y avoir des restaurants «un peu», «moyennement» ou «carrément» bio! Les restaurateurs doivent déposer toutes leurs recettes, avec la liste de tous les ingrédients! Auparavant il suffisait d'indiquer clairement quels ingrédients bio étaient utilisés, les légumes chez nous par exemple. En Limousin quatre ou cinq restaurants pouvaient s'afficher comme restaurants bio. Aujourd'hui il n'y en a plus un seul.

### ***Tu n'as plus le droit de dire «restaurant bio» parce que tu ne payes pas Ecocert !***

– Parce que tu ne payes pas, effectivement! Et parce que tu ne veux pas passer ton temps à remplir des papiers, sauf à faire tout le temps le même menu, ce qui est impossible quand tu dépends de ton jardin et aussi de ton feeling: tu ne mets pas toujours la même épice. C'est là où on voit les dangers de ces tentatives de normalisation, qui, même si elles partent de bonnes intentions, finissent par enfermer les gens et leurs pratiques pour les faire tous rentrer dans le même moule, alors qu'on a tellement besoin d'imagination, de création de choses nouvelles, de choses complémentaires.

Chez nous, les gens qui viennent manger, ne savent pas ce qu'ils vont manger! Nous avons appelé ça un «menu de découverte». On leur dit: faites-nous confiance:

d'une semaine à l'autre les choses changent, la semaine dernière les tomates n'étaient pas mûres, cette semaine oui, donc le menu est différent. Ce menu est basé sur la saisonnalité et sur un rapport de confiance, on ne vient pas que pour faire un acte de consommation, on vient aussi pour découvrir, pour être surpris. Nous sommes donc à deux mille lieues de passer des heures à écrire des recettes pour obtenir un label.

### ***Sur votre site vous donnez en exemple des menus carnés, quelle est votre position par rapport au végétarisme ?***

– Historiquement nous ne sommes pas végétariens parce que nous sommes des enfants de la campagne, nous continuons à consommer des viandes de qualité produites à la ferme, mais nous réfléchissons à nos pratiques et comprenons complètement que des gens puissent être végétariens pour tout un tas de raisons, y compris pour des raisons diététiques. Mais, dans la manière de présenter les choses nous avons dû mettre en relief le fait que nous n'étions pas un restaurant exclusivement végétarien, parce que dans les premiers reportages qui ont été publiés sur nos activités, du fait qu'on est un restaurant bio, on nous a automatiquement accolé l'étiquette «végétarien»! Il est vrai que dans nos assiettes, les légumes sont plus mis en valeur que la viande, avec plus de légumes et moins de viande que dans un resto traditionnel. En fait, nous servons souvent sur demande des menus végétariens, par contre nous avons plus de mal en cuisine avec des menus végétaliens. Finalement notre offre est un peu paradoxale, les gens ne savent pas ce qu'ils vont manger mais lorsqu'ils réservent nous leur demandons ce qu'ils n'aiment pas, s'ils ont une allergie, s'ils sont végétariens.

Nous sommes passionnés de végétaux et pensons qu'il y a énormément de choses à découvrir et à redécouvrir. Nous faisons beaucoup de mesclun, y compris avec tout

un tas de végétaux, de feuilles, qui ne sont pas des salades (pimprenelle, arroches, chénopode, pourpier, baselle etc.).

### ***Quelle est votre clientèle ?***

– Nous essayons d'être le plus clair et le plus honnête possible par rapport à ce que nous proposons. Nous voulons avoir du plaisir dans ce que nous faisons, nous essayons de satisfaire des gens qui ont notre sensibilité ou d'aider des gens qui ont une démarche de réflexion et de curiosité sur la nourriture. Par exemple nous avons fait des menus végétariens pour des non végétariens curieux de découvrir cette cuisine. On n'a donc pas vraiment ciblé de clientèle, mais on a souhaité expérimenter des relations différentes au jardinage, à la cuisine et aux gens.

### ***Donc le restaurant marche bien ?***

– Il marche relativement bien, la période hivernale est très calme, on ferme trois mois par an, le mois de mai parce qu'à cette époque on n'a pas grand-chose, le mois d'octobre, et du 15 décembre au 15 janvier. Financièrement ça marche bien, dans le cadre que nous nous sommes donné: faire quelque chose de ciblé, de qualitatif, de petit, ne pas avoir de charges importantes en investissements. Au niveau professionnel on n'a pas d'équipement coûteux, on travaille d'une manière familiale, comme dans une table d'hôte par exemple. On sert 15 personnes maximum, on n'a pas de cuisinier ni de serveur. On essaye d'avoir une activité vivrière autonome. Dans le même esprit nous avons construit nous-mêmes la maison (bois et paille). Quand nous nous levons le matin nous n'avons ni loyer à payer, ni dette à rembourser, ni salaire à provisionner! Comme nous travaillons uniquement sur réservation, nous évitons le gaspillage, les stocks à gérer, nous n'avons besoin ni de chambre froide ni de surgélateur.

En résumé, nous sommes passionnés par une recherche d'alternatives et, pourquoi pas, d'utopies concrètes pour participer et contribuer au monde de demain.



### ***UTOPAILLE***

Les Ribières 23800  
La Celle dunoise  
Tél. 05 55 63 74 45  
<http://www.utopaille.fr>

### La barbarie qui vient...

#### Notes complémentaires sur l'informatisation du monde

*Dans le numéro 35 de «Creuse-Citron», une note de lecture était consacrée au livre «La Liberté dans le coma» du groupe Marcuse, et à la critique de l'informatisation-numérisation toujours plus poussée de la société.*

*Il faut conseiller, sur le même sujet, la lecture du livre de Cédric Biagini, «L'Emprise numérique. Comment Internet et les nouvelles technologies ont colonisé nos vies», paru récemment aux éditions L'Échappée.*

L'OUVRAGE EST COMPOSÉ à partir d'une vaste somme documentaire: expériences directes et témoignages, études scientifiques de psychologues et sociologues, statistiques, textes critiques ou apologétiques, articles de presse (l'ampleur du texte – plus de 400 pages – liée à son ambition d'exhaustivité, lui fait malheureusement perdre quelque peu en lisibilité).

Il s'emploie à décrire en détail en quoi ces nouvelles technologies sont toxiques et sont en train d'«éduquer» à leur manière les nouvelles générations avec des conséquences qui sont – absolument sans aucun doute possible – catastrophiques pour les possibilités de la liberté et de la responsabilité individuelle, donc de tout éventuel mouvement émancipateur à venir.

Une place importante est accordée dans le livre à la prospective – et en tout cas à la description du présent immédiat, dans un domaine où les choses évoluent très vite. Il faut bien sûr toujours rester prudent en matière de prévisions, mais les hypothèses avancées ici sont convaincantes et bien étayées: elles indiquent vraisemblablement la direction générale que nous prenons.

Ce qui est donc en cours, c'est notamment la liquidation radicale de toute la «vieille culture» – notamment la culture écrite – à travers elle, le langage; et donc les facultés humaines qui en dépendent.

Dans le roman de Georges Orwell, 1984, un système totalitaire entend de transformer délibérément et en profondeur le langage, de créer une «novlangue» qui serait constituée de telle manière que l'on ne pourrait plus seulement dire, ni penser, les idées interdites, comme celles de liberté, d'individu, etc.

Depuis soixante et quelques années, divers totalitarismes politiques, puis la culture de masse des «sociétés démocratiques», ont mis partiellement en pratique ce programme. Les nouvelles technologies et notamment l'Internet sont en train de le réaliser dans des proportions inédites.

Tout le monde le voit plus ou moins; cela progresse à une vitesse fulgurante – et en même temps pas partout à la même vitesse: beaucoup de secteurs de la société ne se transforment que relativement lentement, en traînant les pieds.

Nous sommes en quelque sorte dans une situation de «double pouvoir» qui pourrait donner l'illusion confortable que les conséquences de cette prolifération numérique sur la psychologie et les facultés ne sont pas si radicales, qu'une coexistence sur le long terme «de l'ancien et du nouveau» serait possible. C'est vraisemblablement une illusion.

L'ancien dont il est ici question: l'écrit et le langage élaboré, la pensée approfondie et personnelle, l'individu qui existe en lui-même avant d'exister comme image, représentation – comme spectacle; des rapports humains non médiatisés et faussés par des machines; tout cela va être toujours plus condamné à survivre au mieux comme marge, comme résidu plus ou moins clandestin et désarmé (on me dira bien sûr qu'il en est déjà ainsi).

On peut penser qu'«aucun siècle ne sera jamais tellement déshérité par le ciel qu'il présente le genre humain tout entier tel qu'il le faudrait pour le despotisme» (Benjamin Constant, 1817).

Il n'empêche! Aucune renaissance des sociétés humaines, aucune perspective d'avenir, aucune solution réelle aux problèmes démesurés qui se posent aujourd'hui (écologiques ou sociaux) ne

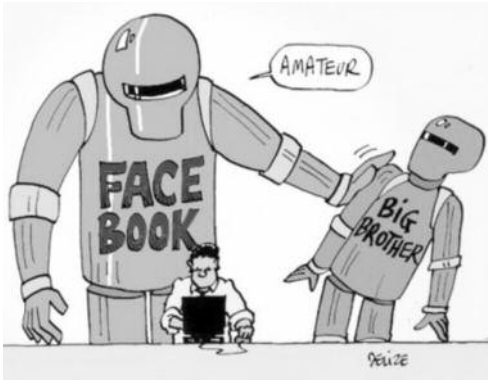


semblent concevables sans s'appuyer sur cet «ancien».

C'est peu dire qu'elles seront rendues encore plus difficiles par la prolifération numérique et l'éducation des nouvelles générations dans la poubelle qui a nom Internet.

Dans *L'Emprise numérique*, une des analyses les plus convaincantes concerne l'opposition entre «l'attention soutenue» que présuppose et exige la lecture linéaire de textes longs, propres à la culture pré-numérique, et «l'hyperattention» (le terme est formé par analogie avec le concept psychopathologique d'hyperactivité) auquel éduque la fréquentation d'Internet et consort – caractérisée par la fragmentation et la succession rapide de points d'attention différents.

Dans un article intitulé «Est-ce que Google nous rend idiot?», Nicolas Carr a déjà exposé comment la fréquentation d'Internet lui avait progressivement rendu difficile la lecture de textes longs et exigeant une concentration soutenue (alors que Carr est un universitaire appartenant à une génération encore formée par la lecture traditionnelle). Une fois n'est pas cou-



tume, ce sont les neurosciences et autres sciences cognitives qui sont ici appelées à la rescousse pour décrire précisément les transformations de nos facultés sous l'effet de l'informatique (pour une fois qu'elles servent à autre chose qu'à la police, on aurait tort de se priver).

Pour mesurer les conséquences sur les facultés d'une technologie, il ne faut pas observer ce qu'en font ceux qui ont été formés avant l'apparition ou l'hégémonie de cette technologie (par exemple ceux qui ont appris à lire, parler et penser avant la généralisation du numérique), mais bien de quoi sont capables ceux qui n'ont rien connu d'autre et ont été intégralement formés par ça. Ce qui ne saurait plus tarder vu le programme d'informatisation à marche forcée de l'école (dès la maternelle) et l'omniprésence de ces machines sous toutes leurs formes entre les mains et sous les yeux des plus jeunes (voir toute la première partie du livre de Biagini).

Il est certain que «la vraie vie» va être dégradée et appauvrie dans des proportions considérables par la généralisation du numérique. La persistance de qualités et de facultés humaines dignes d'estime, comme la pensée libre ou la sensibilité, et tant d'autres choses impossibles à évoquer en quelques mots, deviendra toujours plus un effort et une conquête sur le cours des choses et l'omniprésence des machines et du virtuel. Bref, les choses les plus élémentaires et «infrapolitiques», seulement communément humaines jusqu'à récemment, sont amenées à devenir en elles-mêmes déjà difficiles d'accès : nous partons de toujours plus bas.

Bien sûr, même dans un monde encore plus radicalement envahi que le nôtre, les individus resteront formés par d'autres expériences : par le monde réel ; ils pourront encore trouver des occasions et des rencontres leur permettant de développer des qualités et des facultés de «l'ancien monde».

L'essentiel est de prendre la mesure de la régression humaine et sociale en cours, par-delà les différentes hypothèses plus ou moins pessimistes sur la profondeur et la radicalité, le caractère total, de cette

régression. Et donc d'en tirer les conséquences politiques en faisant de la «numérisation» l'ennemi numéro 1 (ou la manifestation numéro 1, aujourd'hui, de l'ennemi de toujours).

Le danger d'affirmations et de prévisions aussi sombres, c'est de pousser encore d'avantage au fatalisme. N'est-ce pas même l'un des principaux arguments des militants du numérique : on n'a pas le choix, c'est comme ça, c'est l'avenir, etc.

Il me semble que ce découragement se nourrit d'abord du déni et du silence quant au déferlement de ces technologies. C'est donc bien la première chose qu'il faut faire : dire et manifester clairement son refus, avec ses raisons.

Ce sont évidemment eux les plus forts, mais ils n'ont pas encore tout gagné. Chaque refus pourrait déboucher sur un espace moins complètement colonisé, sur une base arrière d'où repartir vers autre chose, et déjà sur un point de repli rendant la vie un peu plus vivable. Je parle d'espace, mais c'est plus encore des personnes non inféodées aux machines qu'il s'agit de trouver et, si je puis dire, d'aider comme on peut à «se trouver» ou à «se conserver» (chez les vieux comme chez les jeunes).

Par ailleurs, si avec la numérisation du monde, des têtes et des cœurs, la domination nous fabrique un monde toujours plus étouffant, il est possible qu'elle prépare aussi son propre suicide. C'est peut-être vers l'auto-effondrement de la société industrielle que nous nous dirigeons à une vitesse difficile à imaginer : le problème restant, bien sûr, que nous serons – nous, les hommes, la nature – sous les ruines.

On peut douter qu'une société de zombies du virtuel soit longtemps viable d'une quelconque manière. Il est probable par exemple que cette organisation sociale ne soit même plus capable de former les enfants de sa propre classe dirigeante, ses futurs gestionnaires et techniciens, bientôt aussi décervelés que le reste de la population par toutes ces machines. Que l'on songe que les USA doivent dès à présent importer des «pays émergents» l'essentiel de leurs cadres dirigeants d'État et d'en-

treprises, parce qu'ils ne sont plus capables de les élever sur place de façon satisfaisante.

La séduction qu'exercent la vie et les «mondes» virtuels est au moins en partie la conséquence d'un appauvrissement préalable du monde réel, que l'on parle des paysages ou des rapports humains.

Comme toujours, la fausse réponse à une misère réelle accentue encore considérablement cette dernière.

La chose est vraie dans le détail : c'est une faiblesse de la critique avancée dans *L'Emprise numérique* à l'encontre du «livre numérique» que de magnifier sans nuances le vrai livre et l'écrit en général.

En réalité c'est aussi parce que l'écrit et les usages qui en sont faits sont depuis longtemps, dans leur grande majorité, des réalités assez misérables, fort éloignées de l'esprit ou de la liberté, qu'ils peuvent aujourd'hui être grandement menacés par le numérique.

«En dernière analyse, [...] c'est le besoin qu'on a d'elle qui crée la star. C'est la misère du besoin, c'est la vie morne et anonyme qui voudrait s'élargir aux dimensions de la vie de cinéma. La vie imaginaire de l'écran est le produit de ce besoin réel. La star est la projection de ce besoin.» (Guy Debord, 1959)

Il est frappant de constater à quel point la critique situationniste du spectacle s'applique à la numérisation du monde, et particulièrement aux conséquences psychologiques du développement des «mondes virtuels». Mais une telle adéquation est en fait logique : la critique situationniste a été élaborée notamment pour critiquer la culture de masse naissante ; et le virtuel est le dernier avatar et l'aboutissement de cette «culture».

CÉDRIC

Cédric Biagini, *L'Emprise numérique. Comment internet et les nouvelles technologies ont colonisés nos vies*, paru récemment à L'Echappée.

## De quel bois je me chauffe...

*C'est fatiguant, les fondamentaux, malheureusement le système capitaliste est d'une monotonie accablante. Le principe: investir un max de thunes sur le pillage exhaustif d'une ressource par les moyens les plus rapides, dégueulasses et brutaux, ramasser mille fois ce qu'on a banqué et se tirer en laissant derrière soi des populations ruinées sur des pays bousillés. Suivant! J'ai de la maille toute fraîche, sur quoi est-ce que je pourrais bien investir ?*

LA GUERRE ÉCONOMIQUE n'est pas une image, les reîtres de cette guerre ne sont pas plus raffinés que ceux qui écumaient les campagnes en d'autres temps, les dévastant comme des nuages de criquets. Dans ce monde où la cupidité régnante est armée jusqu'aux dents, il ne fait pas bon être monsieur personne à proximité d'une plate-forme pétrolière, d'une mine d'uranium, d'un gisement aurifère, et bientôt, d'un massif forestier même européen.

Quand on regarde les multinationales les plus puissantes du monde, certaines étant plus puissantes que les États qu'elles mettent à leur disposition par un mélange complexe et efficace de lobbying et de

corruption, on constate que la grande majorité d'entre elles sont des entreprises énergétiques, surtout pétrolières: pour l'année 2011, dans l'ordre: Royal Dutch Shell, Exxon-Mobil, Wal-Mart Store (un épicier), BP, Sinopec Group (pétrolier chinois), China National Petroleum, State Grid (électricité chinoise), Chevron, ConocoPhillips (pétrolier américain), Toyota Motors. Sur dix monstres surpuissants, sept sont des pétroliers (Total n'arrive qu'en onzième place). La production d'énergie à très grande échelle conditionne la survie même du système: sans énergie, pas de transports quasi gratuits, pas de mondialisation, pas de concurrence

entre les populations les plus pauvres et les plus riches du monde, sans énergie quasi gratuite (parce qu'elle n'intègre ni les coûts de la pollution, ni ceux d'une éventuelle décontamination, ni les royalties dérisoires versées aux États vassaux, ni la part volée en étant non déclarée de la ressource, ni la main-d'œuvre surexploitée), pas d'agneau venant de Nouvelle-Zélande moins cher que celui du berger voisin, pas de stocks roulants, pas de tomates chiliennes au supermarché du coin, pas de fringues moins chères qu'une heure de travail, pas de casse internationale du droit du travail, etc. Sans énergie quasi gratuite, capitalisme gros bobo aïe!





Hélas, les ressources pétrolières fléchissent, on a probablement dépassé le pic de Hubbert aux alentours de 2005, ce qui explique les deux bubons purulents apparus ces dernières années dans l'univers sauvage de l'énergie: les agrocarburants et le gaz de schiste. Fabriquer les agrocarburants qu'on commence à trouver dans toutes les stations-service implique d'enlever le pain de la bouche de la moitié de l'humanité pour le coller recta dans le réservoir de la bagnole de l'autre moitié; quant au gaz de schiste, on a un assez bon retour d'expérience sur les aléas de cette exploitation avec les USA. La bataille fait rage, et on voit mal pourquoi des guignols qui voient les enfants de Tchernobyl, ceux de Fukushima et la marée noire du Golfe du Mexique comme des détails se soucieraient des nappes phréatiques. Énergie d'abord! Et l'énergie, il faut aller la chercher avec les dents jusqu'au fond des chiottes. Surtout quand on peut l'estampiller «renouvelable». C'est là que les beaux massifs forestiers dits vieillissants qu'on a en France commencent à sentir le vent du boulet.

C'est que les arbres, c'est une putain de biomasse, et qu'on peut compresser les «déchets verts» (résidus d'élagage, branches ôtées des billes, arbres malades ou brûlés sur pied lors des incendies, sciure et copeaux, etc.) pour en faire de zoulies plaquettes qui alimentent les chaufferies bois-énergie, lesquelles se multiplient un peu partout. Pas plus con qu'autre chose, à première vue, pour produire de l'électricité «renouvelable»: les branches repoussent, tous les ans des glands germent, alléluia. Pour récupérer cette ressource, le bûcheron arrive avec sa tronçonneuse, il est accompagné d'un cheval de débardage au poil lustré, il fait de la dentelle, il ne pèse guère plus de 80 kilos tronçonneuse comprise, quant au cheval ce n'est pas sa petite tonne qui va tasser les sols.

COUPEZ! On la refait! En fait, on est au XXI<sup>e</sup> siècle, les déchets verts ça ne suffit pas pour rassasier les usines de pellets, d'ailleurs cette nouvelle industrie est entrée en Bourse en 2011, alors en vrai on va tout simplement faire des coupes à blanc sur des feuillus pétants de santé et ce à très grande échelle. Ne croyez pas, naïfs que vous êtes, que la ressource ainsi rasée va l'être au profit des indigènes: dans le

Morvan, le gigantesque projet d'Ersicia que va mettre en œuvre le groupe IBV: plate-forme de sciage, centrale de cogénération de biomasse, se propose aussi de produire des granulés pour fournir de l'électricité... en Belgique. Quelques Morvandiaux ulcérés s'opposent et tentent de défendre leurs arbres, ils se confrontent aux flics – air connu, si ceux-ci étaient là pour autre chose que défendre les rapines des riches contre la peau des pauvres, ça se saurait. D'ailleurs, selon la logique croustillante des PPP, partenariats public-privé, ce projet de pillage éhonté se fait à 75% avec des financements publics. Les ennemis du progrès n'ont plus qu'à attendre que 170 camions par jour sillonnent leur ex-paradis, et les grumiers, ça défonce. Les engins forestiers aussi d'ailleurs, il n'y a qu'à voir les lieux après leur passage, ce sont des monstres de 10 à 20 tonnes qui compactent les sols, défoncent les chemins, écrasent tout sur leur passage, causant des dégâts parfois irréversibles. Mais bon, quand on aime le fric, on ne compte pas.

#### Les châtaigneraie des Cévennes gardoises et lozériennes

Haro sur les arbres! Dans les Cévennes, on commence à s'inquiéter que la multinationale allemande E.ON, 16<sup>e</sup> plus puissante du monde en 2011, installe une centrale biomasse à Gardanne, avec l'ambition d'y cramer 800 000 à 1 million de tonnes de bois par an. La châtaigneraie des Cévennes gardoises et lozériennes peut compter ses abattis, elle se trouve dans la «zone d'approvisionnement prioritaire» de l'hydre. Inutile de préciser qu'il n'existe aucun projet de reboisement après les coupes. Pour quoi faire, grands dieux, après deux épisodes cévenols, ces collines rasées et défoncées auront coulé sous forme de boues dans les vallées voisines, emportant deux ou trois routes, et les derniers irréductibles migreront vers la plaine.

#### Et sur le Plateau

Et le Millevaches? Ailleurs l'ONF s'associe à ces projets sulfureux, en Limousin c'est la DRAAF qui a décidé de «relancer la filière bois feuillus de qualité», traduisez augmenter de 20% les coupes de feuillus sur le Plateau déjà largement enrésiné,

et ce dans le but d'approvisionner les chaufferies bois-énergie installées dans la région. Une pétition lancée dès janvier a recueilli quelque 3 000 signatures en quelques jours, et depuis, plus rien. De là à penser que les industriels tout frais qui se sont lancés dans la «valorisation» de cette ressource ont baissé pavillon, il n'y a qu'un pas, mais il faudrait être naïf pour le franchir. Car le capitalisme n'apprend jamais, rien, en aucune circonstance. On reproduit donc les conneries déjà réalisées ailleurs, et depuis le *dust bowl* ou la révolution verte, les ravages du crétinisme agricole ou industriel s'empilent jusqu'à former une tour branlante qui pourrait bien finir par écraser la moitié des espèces vivantes en s'écroulant.

Ces trois grands massifs forestiers qui excitent la convoitise des producteurs de pellets et des amateurs de biomasse, Morvan, Cévennes et Millevaches, sont évidemment sous-peuplés, pauvres, vieillissants, enclavés. Des colonies de l'intérieur, en somme, auxquelles il convient d'apporter les lumières de la civilisation.

Ça fait malheureusement un moment que les grandes forêts de la planète sont honteusement massacrées. La forêt canadienne est en train de se faire rogner par les producteurs de pellets, qui rêvent de la raser pour fournir à prix d'ami les pays plus pauvres en bois. Mais cette ressource ne peut être considérée comme écologique que si on reboise aussi sec, car si toute forêt est un puits de carbone, les terrains nus ne valent rien. De surcroît, à cramer pour produire de l'électricité, le bois est plus polluant que le fuel. Or la plupart de ces projets grandioses prévoient juste de raser, puis de se casser un peu plus loin et de raser encore. Mauvais temps pour le bilan carbone, ce sera pire que de relancer les centrales à charbon. Vachement écologique! Greenpeace a commis un rapport assez édifiant sur cette nouvelle toquade des toxicos du tout énergie. Facilement téléchargeable, il s'intitule «Biomascarade» et explique pourquoi cette ressource risque de dévaster nombre de massifs forestiers pour produire, en polluant considérablement, une énergie plutôt chère et peu rentable. Ils sont contre l'écologie ou quoi? En attendant, il va falloir ferrailer dur pour défendre nos arbres.

LAURENCE BIBERFELD

### Leur faudrait une bonne guerre, screugneugneu !

*Une grande centrale syndicale s'émeut de l'amaigrissement du budget de la guerre, pardon, des armées. Ben vla ôt choz c'est-y kè voudrait d'la bidoche à la une kè-ci si prendrait pas aut'ement, ou ksè-t-y qu'j'entrave ke kouïk aux affaires syndicales ?*

MA CHÈRE CONFÉDÉRATION SYNDICALE, le budget des armées serait misérable? Genre peau de chagrin. Crise oblige? Or l'armement militaire crée des emplois et en ce moment ce serait pain béni pour tous? Esgourde-voir ma belle, j'ai tendance à te croire en pleine crise schizo-phrénique tant tu tapes sur tous les fronts. Je t'ai vu de mes yeux vu, dans des manifestations, non pas pacifistes, pas toi, laissons ça aux gauchistes mous de la gâchette, mais contre des guerres ici ou là suivant tes émotions du moment. Peut-être me trompai-je mais je me laissais penser que tu n'aimais pas les conflits armés? Gourance?

Il est vrai, j'ai, dommage, une bonne mémoire, il me souvient que tu avais manifesté ton inquiétude, déjà, quand il a été question de fermer l'unité dégueulasse du sud-ouest qui fabriquait ces joyeux jou-jou rigolos qui amputent les ti nenfants de pays incertains de l'Asie du Sud-Est. D'autant que la fiabilité du matos ne fait aucun doute puisqu'aujourd'hui encore, ce savoir-faire français, fait merveille, demande à Handicap International... L'usine française a dû fermer, peut-être juste délocalisée? Dis-moi dans les manifestations contre telle ou telle guerre (tu remarques je ne dis pas conflits, je dis bien guerre, ça fait plus mâle ou mal: tu peux avoir un conflit avec ton voisin de palier sans violer sa femme, égorger ses enfants et cramer son appartement). Oui, alors durant ces manifestations, tu n'as pas été sans remarquer des gens, tous habillés pareils, avec des drôles de bidules qu'on

dirait des armes, genre lance-grenades, Flash-ball, tonfas. Casqués, protégés comme des skate-borders, faudrait voir à s'assurer que tout cela c'est bien du matériel français créateur d'emploi? Parce que sinon où va-t-on, on se le demande? Penses-y la prochaine fois qu'ils te cogneront sur le ciboulot. Attention, ils ne le font pas pour faire du mal, c'est juste pour que l'ordre petit-bourgeois règne, puis ils le font démocratiquement, c'est – cognez-les tous – (sauf dans les manifs de la FNSEA/CDJA, mais c'est une autre histoire...). Alors tu manifestes pour tout et son contraire. Contre certaines guerres, tout en t'inquiétant des pertes d'emplois chez les fabricants d'armes de pointe à la technologie française oblige.

Tu n'as jamais pensé créer une section syndicale, religions? Ben si, une nonnette qui s'use les genoux sur le carrelage glacé d'un couvent, c'est toujours ça de moins qui pointe à Pôle emploi, et en CDI, contrat tacite – si je mens je vais en enfer. De plus, c'est bon pour le Medef, pas de charges patronales, pas de retraites, ni de grèves preneuses d'otages de paroissiens. Pas de délocalisations intempestives non plus.

#### **Et que je te crée des emplois dans l'armement...**

Bon allez, j'arrête de galéjer, puis je te vois bonne fille et moi, pas chiche de conseils, je vais te filer un tuyau de première. Le plein-emploi à tout prix, dans une Europe unie, y en a un qui avait fait le pari. Bien sûr, tu connais les jaloux de partout, comme il ne sortait pas d'une grande école on l'a raillé, enfin, au début. Dès qu'un jeune entreprenant se lance dans un projet, faut qu'on le chagrine. Nous sommes dans une époque pas si lointaine. Le pays est endetté pour une sottise raison de, rendez-moi ça, de la part du voisin, jusqu'à saigner le peuple à genoux. Des bêtises de vengeance qui se mange froide. Passons. Le peuple, affamé, humilié, un kilo de pommes de terre pour une brochette de biftons. Le grand n'importe quoi. Je te dis pas la gueule de la cohésion natio-

nale? Notre jeune fougueux, d'un coup les vieux, te démerde tout ça, Et que je te crée des emplois dans l'armement. Dans les fabriques d'habits forts seyants, même si un tantinet uniformes, une voiture du peuple, là aussi, uniforme, mais pour tout un chacun. Des crèches nationalisées en veux-tu en voilà, pour que chaque mère, puisse se libérer au turbin, merde! ça me reprend, au travail voulais-je dire, source d'épanouissement. Comme chacun sait. Et bien ma vieille centrale, figure-toi que ça a marché. Même que l'idée est tellement juteuse que, dans sa grande générosité visionnaire, et aussi pour rentrer dans ses frais, fallait bien éprouver le matos des usines d'armement, il exporte son talent. Parfois contraint de forcer la main, les peuples sont couards par nature. Très vite, une fois ces arguties posées, il est facile de trouver des collaborateurs de talent, sur place, pour donner de leur personne à la nation. Comme on dit, quand le bâtiment va tout va! Alors construisons. En ces temps, pas si lointain, le littoral atlantique laisse fort à désirer. Des dunes à perte de vue. Quelques maigres roseaux des sables. Un pin par-ci par-là. Des infrastructures autoroutières et immobilières laissant à désirer. Aucune chance d'attirer le chalant touriste créateur d'emplois. Les grands du BTP (Bâtiments et travaux publics) se remontent les manches et embauchent de l'ouvrier français. Le savoir-faire est là, au rendez-vous, puis qu'aujourd'hui encore ces ouvrages d'art attirent toujours et font rêver les nostalgiques de cette époque bénie. Hélas, comme toujours, il fallut forcer un peu les feignasses réfractaires au moindre effort national. On invente le Pôle emploi d'alors, qui fut baptisé STV (Service du travail volontaire). Certes un peu plus direct que Pôle emploi, ou moins faux-cul comme sigle, mais il n'y avait pas encore de communicants alors. Quelques hippies allèrent se planquer dans les bois et guérets, mais rien de bien méchant. Des contrôleurs assermentés, français, veillèrent au retour à l'ordre. Ça roulait plutôt bien cette histoire et une grande Europe pacifique allait voir le jour.

Mais voilà que des gauchistes ne l'entendent pas de cette oreille. De ces illuminés qui refusent le progrès quand il est en marche. Les mêmes qui traînent au lit jusque pas d'heure. Traîne-lattes et compagnie. Allant jusqu'à faire péter les voies ferrées des TGV d'alors. Vite fait, on les appela terroristes et leurs tronches affichées partout. Non mais! Bref, les plus courageux, de vrais Français, se remontèrent les manches et au boulot. Comme les temps étaient durs et qu'il n'y avait pas de supermarchés, les épiciers, les boulangers, les bouchers, Français très travailleurs, se débrouillèrent fort bien pour engranger des devises, ce que quelques chagrins ont appelé trafics au marché noir? Mais ça n'est même pas prouvé, puis quand il en va du pays faut savoir ce qu'on veut, pas vrai? La France se relevait fièrement. Les théâtres, cinémas, cabarets, restaurants étoilés, tous grâce au tourisme massif, ne désemplassent pas. Parce qu'il y a le boulot, oui, mais faut savoir se distraire. Un peuple bien distrait ne pense pas. Pas à mal je veux dire. Laissons les pisse-froid râler dans leur coin. Plus fort que tout il n'y avait pas de malades, donc pas de congés maladie. Le redressement je te dis ma belle!

### La vibrante agriculture totalitaire d'aujourd'hui

Quelle époque merveilleuse, d'autant qu'après, devenu trop âgé, ou je ne sais plus pourquoi très bien, l'initiateur de cette Europe se serait pris de bec avec un autre de par là-bas à l'Est, un qui, lui aussi, avait des idées novatrices et mis le peuple au chagrin, aie zut! au travail je veux dire; parfois quand les bonnes entreprises prennent trop d'expansion ça fait naître la jalousie. Après il a fallu nous tourner vers les Amériques qui, elles aussi, afin d'un redressement économique salutaire, avaient su créer des emplois dans l'armement. Fameux coup de pogne qu'ils donnèrent. Sans compter qu'avec leur plan Marshall (nous voilà!), elles collaborèrent à ce qui allait devenir la vibrante agriculture totalitaire d'aujourd'hui.



J'ai écrit totalitaire, t'es sûr? Ça, c'est la faute à l'informatique, mais je ne le pensais pas. Enfin pas trop. Je dois reconnaître que t'as du pif, ma chère confédération syndicale, la preuve en est apportée par la Grèce où, alors que l'on demande au peuple de se serrer la ceinture, ce ne sont tout de même pas quelques trous à faire dans le cuir qui doivent être fatigants? Avec l'aide du FMI, du reste de la communauté européenne, des banques et que sais-je encore, le budget militaire n'a pas été baissé d'un iota, si ça, ça n'est pas du bon sens, c'est à ne rien y comprendre? J'entends dire, ici, ou là, qu'il en irait de l'intérêt de la Germanie et de la Fransouzie? Ces deux pays seraient les deux plus grands fournisseurs de matériel militaire auprès de notre sœur, la Grèce? Balivernes d'esprits dérangés. Et puis si ça fait des emplois dans nos deux pays, où est le mal? On protège des miséreux et faudrait en plus

qu'ils se plaignent. Les pauvres ne sont donc jamais contents ni même reconnaissants, c'est à ne rien y comprendre?

### Du travail, et encore du travail

Ma chère vieille confédération du travail, je suis d'accord avec toi, surtout du travail, du travail et encore du travail. Laissons les minables pacifistes bougonner dans leur coin. Ce ne sera pas sans une certaine émotion que je te verrai lors de la prochaine manifestation contre je ne sais quelle guerre économique privative injuste destinée à anéantir je ne sais quels terroristes opportuns. Tu seras là à gueuler ton désaccord à mes côtés. Ne m'en veux pas trop si je ricane sous cape, j'ai l'esprit taquin mais pas méchant pour deux ronds. Eh oui, du travail à n'importe quel prix...

Je ne t'embrasse pas, on se tutoie à peine mais le cœur y est.

## 20 - mauvaises lectures



*Les GARI – 1974 : la solidarité en actes (enlèvement du banquier Suarez...), éditions CRAS (2013).*

Mai 1974, les GARI (Groupes d'action révolutionnaire internationalistes) défrayent la chronique avec l'enlèvement d'Angel Baltasar Suarez, le directeur de la Banque de Bilbao à Paris, et une série d'attentats à l'explosif contre les intérêts économiques de l'Espagne et les représentations du franquisme. Le but revendiqué est sans ambiguïté : exiger la libération des prisonniers de l'ex-MIL (Movimiento Ibérico de Liberación). En effet, deux d'entre eux risquent la peine de mort par le garrot comme l'a subie à Barcelone, deux mois auparavant, leur compagnon de lutte Salvador Puig Antich.



*Free Angela, film documentaire réalisé par Shola Lynch, 2013, 1 h 37*

À partir d'images d'archive, d'interviews, le documentaire de Shola Lynch, *Free Angela*, sorti en salles en avril nous replonge dans l'Amérique des années 1970 : la montée des forces réactionnaires, Reagan, Nixon, les luttes raciales et le militantisme noir des Black Panthers.

La documentariste a réalisé son film à l'occasion du quarantième anniversaire de l'acquiescement d'Angela Davis.

Les GARI sont avant tout une coordination de groupes autonomes et d'individus de la mouvance libertaire en France, pour qui les protestations classiques de solidarité semblent insuffisantes pour empêcher les condamnations à mort. Si au cours de l'été, la coordination décide l'autodissolution, les arrestations de certains de ses membres, la solidarité aux inculpés et les procès (en 1981) vont prolonger la « vie médiatique » des GARI pendant plusieurs années.

Les auteurs, s'estimant trop impliqués dans ces péripéties pour avoir la distance nécessaire pour en écrire l'histoire, ont préféré exposer dans cet ouvrage l'essentiel des matériaux conservés au centre de documentation du CRAS (Centre de recherches sur l'alternative sociale). Ceci afin de permettre aux lecteurs intéressés d'avoir des éléments pour analyser cette période avec du recul ou tout simplement de découvrir les GARI.

À travers les actions, les communiqués de revendication, les lettres de détention et les divers textes publiés, on peut approcher la pensée des individus qui y ont pris part. Et par la même occasion lire quelques pages d'histoire de groupes autonomes libertaires, car les GARI sont le fruit du bouillonnement post-68 et des liens tissés au gré des affinités et des luttes.

Jeune professeure de philosophie, noire et communiste, militante des droits civiques, Angela Davis s'était investie dans les comités de soutien aux Frères de Soledad. Ces trois militants noirs emprisonnés étaient accusés d'avoir assassiné un gardien de prison en représailles au meurtre d'un de leurs co-détenus.

Elle était accusée d'avoir organisé une tentative d'évasion et une prise d'otage pour lesquels elle était condamnée trois fois à mort !

Sous la pression de comités internationaux dont le slogan était « Free Angela and all political prisoners », elle finit par être acquittée.

C'est avec beaucoup d'émotion que l'on revoit dans ce film l'image de cette belle jeune femme au casque afro, devenue l'icône de toute une génération. Mais le plus beau cadeau, c'est Angela aujourd'hui, 69 ans, toujours aussi pugnace, aussi impliquée dans la lutte pour l'abolition de la prison et qui se dit toujours dans les interviews qu'elle donne à la presse à l'occasion de la sortie du film :

Ce livre présente une chronologie détaillée des événements et une anthologie des textes écrits entre 1974 et 1977. En outre, il comporte des témoignages récents de protagonistes qui ont bien voulu revenir sur ce passé.

Sur le même sujet, un documentaire de Nicolas Règlat, *GARI ! 1974* vient de sortir en DVD (Le-Lokal Production).

Une autre publication récente à signaler : *Panorama des groupes révolutionnaires armés français de 1968 à 2000*.

Ce livre d'Hazem El Moukaddem propose une chronologie commentée des mouvements révolutionnaires armés français de 1968 à 2000 et retrace une histoire qui, de la Gauche prolétarienne (GP) à Action directe (AD) en passant par les Groupes d'action révolutionnaire internationalistes (GARI), les Brigades internationales, les Noyaux armés pour l'autonomie populaire et la guérilla diffuse du mouvement autonome, a existé, fait partie de la réalité politique de ce pays et a sa logique.

Ce panorama du mouvement armé en France, loin de vouloir clore le débat, cherche au contraire à l'ouvrir en rompant avec les vulgates et les critiques préfabriquées de la psalmodie anti-terroriste, qu'elles soient prononcées par les historiens, les journalistes ou certains militants eux-mêmes.

*Révolutionnaire, communiste et féministe : je me retrouve dans tous ces termes ! Le féminisme est un outil essentiel de lutte, bien au-delà des questions du genre. Quant au communisme, cela ne veut plus dire la même chose qu'il y a quarante ans, mais je m'y identifie toujours. J'aspire au démantèlement du capitalisme et à un nouvel ordre social ! [...] De façon générale ce sont les liens qui m'intéressent entre les luttes, qu'il s'agisse du féminisme, du mouvement gay et lesbien, des mouvements des travailleurs ou du mouvement environnemental.[...] L'essentiel est que tous ces mouvements travaillent sur les façons d'habiter la planète de façon égalitaire et à l'indivisibilité de la justice pour tous.*

*Il y a cinquante ans les enjeux nous semblaient si clairs, nous savons aujourd'hui que c'est autrement plus compliqué ! mais c'est ce qui rend ces luttes si excitantes.*

*[...] Je me retrouve finalement bien dans ces mots de Gramsci : Il faut allier le pessimisme de l'intelligence et l'optimisme de la volonté.*

Pas question de baisser les bras !

**PIRATES ET ANARCHIE** ont toujours fait assez bon ménage ! Les pirates incarnent pour beaucoup une certaine idée de l'aventure, de la liberté et de l'égalité à travers des pratiques qui ne peuvent qu'éveiller l'intérêt des anarchistes : partage équitable du butin, « sécurité sociale », désignation directe des responsables avec révocabilité possible à tout moment, prise de décisions en assemblée...

Toutes voiles déployées, le dernier hors-série du **Monde Libertaire** (n° 50, juillet-août 2013) nous propose un très intéressant dossier d'une vingtaine de pages intitulé comme il se doit : « Sous le drapeau noir des pirates ». Parmi les textes, nous pouvons trouver un entretien avec les auteurs d'un étonnant « Mémoire en défense des pirates Somaliens traqués par toutes les puissances du monde » (à paraître prochainement aux Éditions L'Insomniaque). À côté de cette piraterie classique, le dossier aborde aussi un aspect plus « moderne » d'autres formes de piraterie : comme celle du fameux « Robin des banques », le libertaire catalan, Enric Duran i Giralt qui a extorqué 500 000 € à des banques entre 2006 et 2008 au profit des mouvements sociaux ou encore la cyberpiraterie au sens le plus large qui vient s'inviter d'une manière de plus en plus prégnante dans tous les derniers grands mouvements de révolte populaire, Tunisie, Égypte, Turquie, Brésil...



Réfractions, revue de recherches et d'expressions anarchistes (n° 30, printemps 2013) se penche, avec toujours autant de sérieux et d'érudition, sur un des thèmes les plus étudiés de la philosophie anarchiste : l'État. Tous les grands théoriciens anarchistes l'ont déjà largement abordé ; alors pourquoi y revenir ?

Au fil des siècles, l'État a connu des transformations significatives, « ces chan-



gements n'ont sans doute pas altéré les caractéristiques fondamentales de l'État en tant qu'institution qui se trouve investie du droit exclusif à l'usage légitime de la force, ou en tant qu'institution imaginaire qui porte inscrite en son sein l'exigence de soumission, et qui en promet le caractère volontaire. Mais, ces changements représentent des "métamorphoses" de l'État qui adopte de nouvelles formes de fonctionnement, qui se coule dans des structures différentes, et qui produit d'autres effets de pouvoir ». Plus qu'une simple étude de l'État en lui-même, c'est plutôt « l'état de l'État » actuellement dont il est question dans cet important dossier, ceci afin de nous permettre de mieux appréhender ce qu'il représente aujourd'hui tant dans ses aspects visibles que dans ceux plus difficiles à cerner. Cette meilleure compréhension du « monstre étatique » devrait pouvoir nous permettre de renforcer notre incessante lutte contre la domination et pour l'autonomie politique.

La présentation du dossier dans l'éditorial se termine par un optimisme des plus poétique : « Nous ne nous y trompons pas, l'État demeure bien puissant et l'anarchisme reste encore bien fluet, mais l'image mythique de David terrassant Goliath est là pour faire virevolter dans notre imaginaire l'idée que l'improbable est cependant tout à fait possible. »

**La revue itinérante d'enquête et de critique sociale**, **Z** poursuit son excellent travail dans son numéro de printemps (n° 7) consacré à Thessalonique (Grèce). Ce « maillon faible » de la zone euro sous le joug des grandes institutions capitalistes internationales ne fait plus l'actualité, et pourtant la résistance continue

avec ses hauts et ses bas ! La rédaction de **Z** nous en dévoile quelques pans sans faux-semblants, car pour eux « passer du temps à Thessalonique, c'est entendre la difficulté de la situation, quand la révolte de ces dernières années, si partagée et si profonde, ne s'est finalement pas généralisée. Quand les manifestations et les assemblées ont tendance à se clairsemer [...] Toutefois, dans ce moment de reflux et de répression, l'inventivité politique persiste. Nous avons rencontré celles et ceux qui bricolent quotidiennement [...] Ils se donnent les moyens d'élaborer un projet de longue haleine : la construction d'une contre-société, modeste peut-être, vaillante pas encore, mais bien décidée à ne jamais laisser tranquilles ceux qui prétendent nous mettre au pas ».

Nous pouvons découvrir ces difficultés, ces espoirs, ces projets, ces dangers aux détours de reportages regroupés en trois grands thèmes : « Thessalonique dans la dépression européenne : bricolages quotidiens et résistances insolubles », « Médecine en crise : l'imagination en embuscade » et « Les sirènes de l'Aube : réveil fasciste et sursaut rouge et noir », tout cela illustré par une mise en page et une iconographie toujours aussi agréable et de qualité.



**Courant alternatif** (n° 232 – Été 2013) revient, dans un dossier, sur la prostitution, thème délicat qui reste encore un des sujets polémiques dans les milieux libertaires tandis qu'**Alternative libertaire** (n° 230, juillet-août 2013) a préféré aborder le thème de « La "black revolution" et ses apports » considérant qu'« en France, [ceux-ci] sont tout à fait actuels, et [que] les débats de l'époque se reposent aujourd'hui en Europe, notamment en raison de la présence et de l'enracinement de populations issues de l'immigration post-coloniale et d'outre-mer ».



# Au fabuleux destin

café-spectacle à la p'tite semaine  
rue Cerclier  
quartier du petit Saint-Jean à Aubusson  
du jeudi au samedi de 18 h à 22 h  
spectacle à 21 heures

**Samedi 3 août** 21h : Vincent Brusel.  
Concert, chanson.

**Mercredi 7 août** 15h30 : *Tablier-comptines*. Spectacle jeune public, Cie La Vache Bleue.

**Jedi 8 août** 21h : *Un peu de l'histoire nucléaire du « Plateau. »* Projection-débat. Magazine du Plateau 211 -TéléMillevaches, 2013.

**Vendredi 9 août** 21h : Danzin Trio.  
Concert, chant, guitares, ukulélé, clarinette.

**Samedi 10 août** 17h30 : Visite incongrue d'Aubusson, au départ de l'Office du tourisme, rue Vieille.

21h : *Le garçon qui ne connaissait pas la peur*. Théâtre. Cie La Vache Bleue.

**Jedi 15 août** 21h : Décrochage des œuvres de Julie Lamberson et Guillaume Varet en compagnie de *Laissez votre ange au bestiaire*. Contes animaliers. par Daniel Fatous et David Linkowski.

**Samedi 17 août** 19h : *Des fragments d'Absences aux ombres errantes*. Vernissage de l'exposition Bernard Battu.

21h : *Duo à Tue-Tête*. Concert. Julien Martin & Claudia Urrutia.

Le duo vocal *À tue-tête* entremêle différents styles d'Amérique du Sud et d'Europe, en fait surgir des chants pour notre oreille d'aujourd'hui.

**Mercredi 21 août** 21h : Pang Pung.  
Concert. Happés par la découverte et l'étude de répertoires orientaux et asiatiques, Pang Pung met en dialogue ses cultures musicales avec celles qui nous environnent.

**Jedi 22 août** 21h : *Vade retro spermato*. Film documentaire de Philippe Lignières. Projection Bobines Rebelles. À la fin des années 1970, des hommes réagissent aux questions soulevées par le féminisme quant aux rôles respectifs des sexes dans notre société. Constitué en groupe de paroles, ils en viennent à se poser la question de la contraception masculine et créent une méthode originale de contraception par la chaleur.

**Vendredi 23 août** 16h30 : *La Balade de Shéhérazade*. Spectacle itinérant La P'tite Ferme mobile / Shéhérazade.

21h : *Sous la peau. Contes épidermiques* par Élodie Mora.

**Samedi 24 août** 21h : *Nefertiti in the Kitchen*. Concert. Nefertiti in the Kitchen est le projet solo de la musicienne-comédienne Jen Rival accompagnée par le multi-instrumentiste Nicolas Méheust. Un cabaret rock à l'italienne où se mêlent allégrement Kurt Weill et Tom Waits.

**Vendredi 30 août** 21h : Soirée Jeux.

**Vendredi 6 septembre** 21h : *Films d'animation et documentaires animés*. Films de Marie Paccou, Morgane Defaix et Ronald Grandpey. Projection et rencontre avec les cinéastes.

**Mercredi 11 septembre** 15h30 : *Avant la première neige*. Jeune public.

**Vendredi 13 septembre** 21h : Sac à Malices. Scène ouverte.

**Samedi 14 septembre** 21h : *TV Biscuit, la télévision qui se croque*. Théâtre burlesque et objets animés. Patrick Ruel, Cie Le Théâtre Cabosse.

**Jedi 19 septembre** 21h : *La maternité d'Elne*. Film documentaire de Frédéric Goldbronn. Projection Bobines Rebelles. Début 1939, chassés par les troupes de Franco, cinq cent mille réfugiés espagnols passent la frontière française. Ils sont internés dans des camps. À partir de 1940, y sont aussi internés des Tziganes et des Juifs d'Europe du Nord qui seront déportés à Auschwitz et Maidanek. Fin 1939, à Elne, à côté de Perpignan, Elisabeth Eidenbenz, une institutrice du Secours suisse aux enfants victimes de la guerre, aménage une maternité de fortune, plus de six cents enfants y naîtront...

**Samedi 21 septembre** 21h : À l'occasion du décrochages des œuvres de Bernard Battu, Faham remet le couvert. Concert de musique réunionnaise.

**Samedi 28 septembre** : 1<sup>er</sup> anniversaire ! une soirée surprise !



## L'halluciné

*un autre cinéma est possible*

Rendez-vous tous les seconds samedis de chaque mois à Sardent (23250), salle des fêtes, à 21 heures, projections à prix libre

**Samedi 14 septembre 2013**  
projection-discussion autour du film  
*Just do it*

Durant plus d'une année, la réalisatrice Emily James a suivi des groupes d'activistes environnementaux dans leurs actions clandestines. Ce film raconte l'histoire de personnes qui luttent pour défendre leurs valeurs et pour se faire entendre. Mais c'est aussi une histoire qui ne pouvait pas être racontée avec les contraintes habituelles de production de documentaire. C'est donc grâce au soutien financier de plus de 500 personnes – du *crowd-funding* – et l'aide d'une centaine de bénévoles que ce film a pu voir le jour.

**6 7 8 septembre 2013**  
rendez-vous au festival le FIFI  
à St Germain-des-Salles (03)



au programme de ce week end organisé par le ptigart <http://www.ptigart.com/>  
des films sous chapiteau de cirque,  
des films avec le cinéma voyageur,  
<http://www.cinema-voyageur.org/>  
de films en plein air avec l'halluciné,  
des concerts, des spectacles,  
des jeux,  
du miam du glou  
et surtout TOUT SUR PRIX LIBRE



## La Naute

Association Naut'active

23190 Champagnat-St-Domet

05 55 67 12 54 — [www.lanaute.com](http://www.lanaute.com)

Spectacles à partir de 21 heures

**Dimanche 4 août** : Aalma Dili, quatuor à cordes tzigane.

**Mercredi 7 août** : *Un jour sur terre*. Ciné plein air.

**Vendredi 9 août** : Viking Project, jazzrock manouche.

**Dimanche 11 août** : No Named Family, reggae.

**Jedi 15 août** : El Comunero, chants républicains espagnols.

**Samedi 17 août** : Calle Esperanza, musique cubaine.

**Jedi 22 août** : Mystic Soul Train, funk.

**Dimanche 25 août** : Ezza, groove touareg.

### 10 ans !!

**Vendredi 30 août** : *10 ans d'histoire de La Naute* avec Vlad et Eyo'Nle, rock et musique du Bénin.

**Samedi 31 août** : la fête se poursuit avec un bal trad avec Duo Eva et Les Trolls.

## Les Jardins jeudis de la Spouze

La Spouze, 23230 La Celle-sous-Gouzon

05 55 62 20 61



Spectacles à 21 heures.

Participation libre. Repli en salle en cas de météo stupide.

**1<sup>er</sup> août** : Blaise Cendrars, *Le Transsibérien*. Lê Quan Ninh-René Bourdet, spectacle musical.

**8 août** : Récital Aragon, Ferrat, Ferré. Isabelle Toubier- René Bourdet.

**15 août** : Shakespeare, *Les Sonnets*. Mélodie Le Bihan-René Bourdet, lecture musicale.

**22 août** : Henri Barbusse, *Ceux qu'on n'a pas domptés*. Lecture et chansons.

**29 août** : *Cantate pour deux orgues de Barbarie*. Lecture musicale.

**5 septembre** : *Les grandes dames de la chanson française*. Récital avec Isavelle Tourbier et René Bourdet.

### Expositions ouvertes le jeudi

**Pavillon de musique** : Lolita Bourdet, *René et Jean*. Photographies.

**Atelier Gavarni** : *L'affaire Sacco et Vanzetti*.

**Plein air** : *Les tuiles qui parlent*.

### Spectacles hors les murs

**10 août à 21 h** en l'église de Domeyrot : *Cantate pour deux orgues de Barbarie*.

**11 août à 16 h** en l'église de Bord-St-Georges : *Cantate pour deux orgues de Barbarie*.

## LE BRUIT DE LA MUSIQUE #1

Festival de musiques contemporaines et surprises

VENDREDI 16, SAMEDI 17, DIMANCHE 18 AOÛT 2013

SAINT - SILVAIN - SOUS - TOULX, CREUSE

Tamela Savage - Tony di Napoli & Ting Li-Ping - Fort - Richard Barrett & Paul Obermayer - Antoine Defaut  
Le Septième Triangle - Géraldine Raffier - Cie Mameille - Filibasse - Razim & Lionel Paine  
Alexandre Bombolo - Jean-Christophe Comps - Touyko - Eric Rizzer & Jero Kiki - Bal avec la Cie Mameille



Le détail de la programmation est disponible sur le site web du festival  
<http://www.lebruitdelamusique.org>

## L'ATELIER

23460 Royère-de-Vassivière

tel : 0555645222 [latelier23.free.fr](http://latelier23.free.fr)

### Expositions

**Du 29 Juin Au 30 août** :

Valérie Berman : *"Sentimentale Lessive"*.

**Du 28 juin Au 15 septembre** :

L'Art en lieu : *"L'Espace d'un Jardin"*.

### Concerts

**Jedi 1<sup>er</sup> août** 19h : Apéro Concert.

Tithaume, Chanson / Jazz manouche.

**Vendredi 2 août** 18h30 : Récital des Rencontres de Chorales révolutionnaires.

**Samedi 10 août** 18h30 Et 22h : Soirée électro.

Beat Please en partenariat avec Watt Spirit. DJ Ot'a (Hip Hop-Ragga), Julien Nascimento (Hippie Dance House), Fili-ber (Techno), DJ Lasko (Techno minimal), Candy 233 (Electro-Drum'n'Bass).

**Mercredi 14 août** 21h30 : El Comunero, rock partisan.

**Vendredi 16 août** 21h30 : Boa Brass band, fanfare.

**Samedi 24 août** 21h30 : La Goutte, chanson.

## URCO, kezaco ?

LES 16 ET 17 MARS se sont réunis à Ligoure en Haute-Vienne les groupes, liaisons et individuel-le-s de la Fédération anarchiste des régions du Limousin, d'Aquitaine, d'Auvergne et de Poitou-Charente afin de (re)créer l'Union régionale Centre-Ouest (Urco) de la Fédération anarchiste.

Le but de cette union est de rapprocher les militants et militantes de ces régions rurales pour mieux coordonner notre action dans les luttes et pour développer la diffusion des idées et des pratiques libertaires dans nos régions. L'Urco permettra également de confronter nos expériences et de mettre en commun nos énergies et nos ressources pour renforcer notre présence et notre influence au sein des mouvements sociaux et politiques.

Nous avons fait le constat que la faiblesse du mouvement libertaire impose souvent un isolement géographique et politique qui entrave et limite l'action militante dans la participation aux luttes et dans la propagande anarchiste. Nous pensons

qu'une union régionale, structure intermédiaire entre le groupe local et la Fédération, est un maillon utile et nécessaire pour briser cet isolement et rendre possible une meilleure visibilité du mouvement anarchiste dans nos régions.

d'ouvrir cette union régionale à toutes les composantes, individus, groupes, associations, journaux... intéressés par l'initiative sans pour autant être membre de la Fédération anarchiste.

Nous avons opté pour un fonctionnement fédéraliste libertaire et des décisions prises au consensus. L'Urco se réunit plusieurs fois par an en assemblée générale et s'est doté d'outils électroniques de discussion et de travail. Un coordinateur et un trésorier ont été mandatés. Nous avons plusieurs projets à développer et à construire, comme un site web, un journal et un agenda régional, des tracts et des affiches communs, des stages de formation anarchiste, des réunions publiques et l'organisation d'un événement annuel ambitieux comme une grande fête libertaire par exemple.

Si vous êtes intéressé par l'initiative ou si simplement vous souhaitez nous contacter pour faire connaissance ou bien nous poser la moindre question, écrivez-nous à

l'adresse :

[urco@federation-anarchiste.org](mailto:urco@federation-anarchiste.org)



Nous souhaitons fédérer le mouvement libertaire dans toute sa diversité, c'est pour cela que nous avons décidé de proposer et

### Où trouver Creuse-Citron ?

**Aubusson** : Librairie *La Licorne*, 42, Grand-rue  
*Au fabuleux destin café-spectacle*, rue Cerclier  
 Épicerie bio *Ethiquête*, 96, Grand-rue  
**Bourgneuf** : *Petit coin du livre*, rue de verdun  
**Boussac bourg** : *Ferme Chauveix*  
**Bussière-Dunoise** : Bar-coiffeur *Pignaut*  
**Chambon-sur-Voueize** : *Café de la promenade*  
**Champagnat / St-Domet** : Étang de la Naute  
**Dun le Palestel** : Librairie *Feugère* 1, rue des Sabots  
**Évaux-les-bains** : Bar-tabac *Le Rallye*

**Eymoutiers** : Librairie *Passe-Temps*  
*Le Monde allant vers* : brocante, récup  
 Bar *Le Potron minet*

**Felletin** : Bar-tabac *Le Troubadour*

**Guéret** : Bar-tabac *Le Balto*, place du Marché  
*Coop des champs*, rue de Lavilatte

Librairie *Les Belles Images*, rue É.-France

Librairie *Au fil des pages*, place du Marché

Bar-tabac *Le Bolly*, 2, rue Maurice-Rollinat

Bar à tapas *Le Guet-apens*, 16, rue de Verdun  
*Solecobois*, 14, av. Fayolle

**Limoges** : Librairie *Page et Plume*, pl. de la Motte  
*Undersounds*, 6, rue de Gorre

**Montluçon** : Librairie *Le talon d'Achille*,  
 8, pl. Notre-Dame

**Moutier-Rozeille, La Clide** : Atelier de sculpture  
 J. L. Gautherin

**Sur le plateau et les marchés** : *Le Temps des cerises*, épicerie Itinérante

**Royère** : Bar *L'Atelier*

**St-Laurent** : Bar *L'Envolée*

**St-Loup** : Restaurant *Le P'tit loup*

**Sardent** : Bar *Chez Josiane*  
 Épicerie *Vival*

et sur <http://creuse-citron.revolublog.com>

### Creuse-Citron

s'adresse à tous ceux et celles qui luttent contre la falsification de l'information et la diffusion généralisée de l'idéologie libérale. C'est un journal indépendant et libertaire qui s'interdit toute exclusive et tout prosélytisme en faveur de telle ou telle organisation syndicale ou politique. Sur cette base nous publierons toutes les informations que vous nous ferez parvenir.

Ce journal est réalisé par le Collectif libertaire Creuse-Citron.

### Prix Libre

Nous vous proposons *Creuse-Citron* à prix libre. C'est, pour notre collectif, une démarche politique, non marchande, alors que par ailleurs, l'habitude est de payer le même prix, que l'on soit fortuné ou pauvre. Le prix libre n'est pas pour autant la gratuité : c'est donner la possibilité d'acquérir un même produit selon ses moyens et ses motivations.

### Abonnements : voir page 4



Courrier postal : Creuse-Citron  
 BP 2 23 000 Sainte-Feyre  
 Courriel : [creusecitron@free.fr](mailto:creusecitron@free.fr)

Numéro réalisé avec le logiciel libre  
 SCRIBUS ([www.scribus.net](http://www.scribus.net))  
 Impression : Espace Copie Plan, Guéret



La copie et la diffusion des textes publiés dans ce journal sont libres et fortement encouragées.